

INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE

13 constructeurs en lice

● Fiat Algérie prend des mesures pour lutter contre la spéculation

Le paysage automobile en Algérie, en léthargie depuis plusieurs années, semble connaître un regain d'intérêt à moyen terme, à en juger par le nombre croissant de constructeurs qui se bousculent au portillon. En effet, la construction automobile en Algérie entre dans une phase stratégique. Treize constructeurs étrangers ont entamé des discussions avec les autorités afin d'examiner les conditions d'un investissement dans la fabrication locale de véhicules. L'information a été confirmée par Bilel Lemita, conseiller au ministère de l'Industrie, lors d'une émission diffusée sur la radio nationale. P 3



PÊCHE

Des facilitations pour booster la production du Tilapia rouge

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé que le secteur "assurera toutes les facilités possibles" en vue d'encourager les producteurs d'alevins et d'aliments pour poissons, et de les accompagner dans leur activité, indique, jeudi, un communiqué du ministère.

P 2

SES EXPORTATIONS DE GAZ ONT AUGMENTÉ DE 39 % EN MARS DERNIER

L'Algérie, premier fournisseur de l'Espagne

En mars 2025, l'Espagne a enregistré une nette accélération de ses importations de gaz, avec une hausse significative de 39 % par rapport au mois précédent. Cette augmentation traduit un besoin croissant de sécurisation de l'approvisionnement énergétique, notamment en raison d'un niveau de stocks en forte baisse. Dans ce contexte de recomposition du paysage énergétique, l'Algérie est parvenue à reconquérir sa position de premier fournisseur de gaz pour l'Espagne, après un recul temporaire observé au début de l'année.

P 3

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

«L'Algérie est sur la bonne voie»

Dans un contexte marqué par la volonté de réduire la dépendance aux hydrocarbures, la diversification de l'économie algérienne demeure un enjeu stratégique majeur. Bien que le chemin reste encore long, plusieurs signes témoignent d'une dynamique encourageante. C'est dans cette optique que le professeur Mohamed Achir, économiste à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, a livré une analyse lucide des avancées enregistrées par l'Algérie au cours des dernières années, notamment en matière de réformes économiques et de climat de l'investissement. Il a dressé un bilan globalement positif tout en appelant à renforcer la planification stratégique afin de pérenniser les transformations engagées.

P 5

CONCOURS HUAWEI DES TIC
**Quatorze étudiants
algériens en finale
mondiale** P 4

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
**Plusieurs secteurs
examinés** P 2

HYDRAULIQUE
**Lancement prochain de la
version finale de la Charte
des économies d'eau** P 5

EL-
OUED/INTELLIGENC
E ARTIFICIELLE

Trente-six
participants au
concours national
"Starthon"

Plus de 36 candidats ont pris part au concours national "Starthon" de programmation informatique utilisant l'intelligence artificielle (IA) dans une startup, organisé à l'université Chadid Hamma Lakhdar à El-Oued, a-t-on appris jeudi des organisateurs. Les participants (des universitaires, des étudiants et des titulaires de diplômes en informatique issus des wilayas d'Ouargla, Bechar, M'sila, Khenchela, Biskra et El Oued), ont concouru, 24 heures non-stop, scindés en neuf groupes de deux à quatre candidats, dans le développement d'une application permettant à tout étudiant d'accéder aux données disponibles au niveau des institutions universitaires du pays, a expliqué le directeur de la communication à l'université, Khe-lifa Gaâyed. Le développement de cette application devrait obéir à des règles définies au préalable par la maison de l'intelligence artificielle de l'université d'El-Oued, encadreur et superviseur de cette compétition scientifique spécialisée. Cinq critères techniques afférents notamment à l'innovation, la créativité, la complexité technique, l'impact fonctionnel du projet et les opportunités d'exploitation et de marketing du projet, ont été établis par la commission d'évaluation composée d'informaticiens et de spécialistes en programmation et en IA, a fait savoir M. Gaâyed. La compétition vise, a-t-il souligné, à encourager l'innovation, le travail étudiant collectif, le développement de mécanismes d'exploitation de la technologie, la résolution de problèmes quotidiens, et l'organisation d'une communauté de spécialistes intéressés par l'IA et la technologie. Le concept de "Starthon" est une combinaison des termes "Startup" et "Hackathon", événement impliquant un panel de programmeurs et de développeurs volontaires de logiciels.

Samedi 12 avril 2025

PÊCHE

Des facilitations pour booster la production du Tilapia rouge

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé que le secteur "assurera toutes les facilités possibles" en vue d'encourager les producteurs d'alevins et d'aliments pour poissons, et de les accompagner dans leur activité, indique, jeudi, un communiqué du ministère.

Par R. E.

Le ministre a présidé, mercredi, une rencontre nationale ayant regroupé les différents acteurs du secteur de l'aquaculture, lors de laquelle il a écouté les préoccupations et les propositions des professionnels des différentes régions du pays, outre l'examen des moyens à même de relancer la production du Tilapia rouge, précise le communiqué. Après avoir écouté les préoccupations et les propositions des pro-

fessionnels, le ministre a souligné que "toutes les facilités possibles seront assurées afin de les encourager et les accompagner dans leur activité, tout en donnant une forte impulsion à la production du Tilapia, en vue d'en faire un produit "de large consommation avec un coût accessible au citoyen". Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur pour le développement de l'aquaculture, a permis de s'enquérir du potentiel et des capacités existantes en termes de production des intrants néces-

saies, notamment d'alevins et d'aliments pour poissons, en vue de répondre à la demande croissante sur l'élevage du Tilapia rouge, selon le communiqué. Outre les cadres du secteur, la rencontre s'est déroulée en présence des Présidents-directeurs généraux (PDG) de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS) et de COSIDER, en tant qu'opérateurs publics ayant intégré l'élevage du Tilapia dans leurs périmètres agricoles, ajoute le ministère.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de dossiers relatifs aux secteurs de l'Hydraulique et de l'Enseignement supérieur, ainsi que l'examen d'avant-projets de loi relatifs aux secteurs de l'Education nationale et du Tourisme, selon un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce jeudi 10 avril 2025, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de

l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme d'urgence décidé par Monsieur le Président de la République relatif à l'approvisionnement en eau potable au profit de plusieurs wilayas, notamment à travers la mobilisation des ressources en eau, la réhabilitation et l'extension des réseaux et stations d'eau, et le contrôle de la distribution équitable. Par ailleurs et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République visant à promouvoir les universités algériennes, le Gouverne-

ment a entendu une communication sur l'instauration d'un système de qualité au sein des établissements de l'enseignement supérieur reposant sur un ensemble de mécanismes et de dispositifs visant à permettre à ces universités d'atteindre des niveaux d'excellence élevés et à garantir leur conformité aux normes internationales en matière de gouvernance, de formation, de recherche et d'innovation. Le Gouvernement a également poursuivi l'examen de l'avant-projet de loi modifiant la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative

à la retraite au profit des enseignants de l'Education nationale. Enfin, le Gouvernement a examiné un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi 03-02 du 17 février 2003, fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages, conformément aux normes de qualité et de professionnalisme, avec la mise en place d'un plan d'aménagement touristique des plages, fixant les caractéristiques et les éléments de leur organisation et de leur valorisation".

ESAA

Lancement d'une nouvelle formation d'excellence pour les cadres supérieurs

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle formation d'excellence, baptisée "Executive doctorate in business administration - EDBA", destinée aux cadres supérieurs et dirigeants souhaitant approfondir leur vision stratégique et affiner leur maîtrise du management. Le cursus de cette formation "basée sur une logique de complémentarité entre la rigueur académique et la réalité du terrain", est d'une durée de trois ans, "avec un accompagne-

ment personnalisé et des enseignements prodigués par des enseignants de renom, visant à renforcer l'expérience professionnelle et la recherche appliquée", a précisé la même source. Les inscriptions pour cette formation sont d'ores et déjà ouvertes et la première promotion fera sa rentrée le 7 septembre prochain, a ajouté l'école, tout en mentionnant que ce cycle est exclusivement destiné aux professionnels disposant d'un niveau de formation Bac+5 et d'un minimum de sept années d'expérience en sein d'une entreprise. Ce pro-

gramme de formation a pour ambition de doter les participants d'une "pensée stratégique approfondie, d'une maîtrise des méthodes de recherche appliquées et d'une expertise consolidée en gestion d'entreprise". Avec ce programme, l'ESAA souhaite réaffirmer "sa mission d'accompagner les décideurs dans leur montée en compétence, en leur offrant un cadre d'apprentissage à la mesure des exigences contemporaines du monde des affaires", a souligné le directeur général de l'école, Dr Nourredine Mennai, cité dans le communiqué.

SANTÉ

Signature d'un convention entre l'INSP et la SADME

Une convention de coopération a été signée, jeudi à Alger, entre l'Institut national de santé publique (INSP) et la Société algérienne de droit médical et d'éthique (SADME), visant l'organisation de sessions de formation sur l'éthique médicale dans les services des urgences médicales et chirurgicales. La convention a été signée par le directeur général de l'INSP, Pr Abderrezak Bouamra, et le chef de service de

médecine légale au CHU de Blida, présidente de la SADME, Pr Keltoum Messahli. La cérémonie de signature s'est déroulée à l'occasion d'une journée d'étude organisée par les deux parties et consacrée à l'objet de ladite convention, au profit de médecins généralistes praticiens au niveau des services des urgences. A ce titre, le DG de l'INSP a indiqué que cette convention vise à "promouvoir et à moraliser l'activité médi-

cale et à renforcer les connaissances et les compétences des staffs médicaux" à travers des sessions de formation qui seront généralisées dans les autres wilayas au cours de cette année. A son tour, Pr Messahli a précisé que cette convention prévoit des programmes de formation sur les volets éthique et légal de la pratique médicale dans les services des urgences, étant donné que la médecine des urgences oblige le médecin à respecter le

délai d'examen et à trouver les solutions médicales devant sauver la vie du malade en un temps record. Le chef de service de médecine légale au CHU "Mustapha Pacha", Pr Rachid Belhadj, a rappelé les conditions à remplir par le personnel du secteur en ce qui concerne l'éthique de la profession, en faisant preuve notamment d'humanisme et d'esprit de citoyenneté, outre la connaissance des lois régissant le secteur de la santé.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE

13 constructeurs en lice

Le paysage automobile en Algérie, en léthargie depuis plusieurs années, semble connaître un regain d'intérêt à moyen terme, au vu de ces constructeurs qui se bousculent au portillon. En effet, la construction automobile en Algérie entre dans une phase stratégique. Treize constructeurs étrangers ont engagé des discussions avec les autorités pour examiner les conditions d'un investissement dans la fabrication locale de véhicules. L'information a été confirmée par Bilel Lemita, conseiller du ministère de l'Industrie lors d'une émission diffusée sur la radio nationale.

Par Réda Hadi

L'accueil réservé à ces treize groupes s'inscrit dans une logique de construction d'un socle industriel exportable à moyen terme. La stratégie repose sur un accompagnement réglementaire, des incitations à la sous-traitance locale et la création d'un écosystème capable de soutenir les investissements sur le long terme. L'ensemble de ces démarches confirme une évolution du cadre réglementaire en faveur d'une implantation industrielle durable. Le ministère met en avant un cap politique visant à faire émerger un tissu industriel solide dans le secteur de l'automobile, avec pour ambition d'ancrer la production locale dans des standards internationaux et d'ouvrir, à terme, des perspectives à l'export. S'agissant de ces constructeurs, selon des sources, il s'agirait principalement de marques asiatiques. Or cette dynamique s'inscrit dans un processus global visant à renforcer la

présence industrielle dans le domaine de l'automobile. Parmi les entreprises déjà engagées figure le constructeur sud-coréen Hyundai, qui a signé un accord de principe avec le ministère. Cet accord prévoit l'intégration directe de fournisseurs de composants dès le lancement de la production. L'État algérien structure son approche autour de la fabrication locale de composants, considérée comme levier de structuration industrielle. Des pièces telles que les batteries, les systèmes de freinage, les câbles ou encore les filtres font déjà l'objet de lignes de production opérationnelles. En parallèle, une collaboration avec une société italienne vise à implanter des unités spécialisées dans la transformation de matériaux plastiques destinés à l'automobile. Ce partenariat inclut la mise en place d'un centre de conformité, chargé de tester et certifier les pièces produites sur le territoire national. Le gouvernement cherche à établir un modèle productif durable, avec une par-

ticipation croissante d'acteurs internationaux dans la chaîne de valeur locale. Cette orientation reflète une volonté de passer d'un modèle d'assemblage simple à un modèle plus intégré dans le domaine de l'automobile. L'accueil réservé à ces treize groupes s'inscrit dans une logique de construction d'un socle industriel exportable à moyen terme. La stratégie repose sur un accompagnement réglementaire, des incitations à la sous-traitance locale et la création d'un écosystème capable de soutenir les investissements sur le long terme. L'ensemble de ces démarches confirme une évolution du cadre réglementaire en faveur d'une implantation industrielle durable. Le ministère met en avant un cap politique visant à faire émerger un tissu industriel solide dans le secteur de l'automobile, avec pour ambition d'ancrer la production locale dans des standards internationaux et d'ouvrir, à terme, des perspectives à l'export.

SES EXPORTATIONS DE GAZ ONT AUGMENTÉ DE 39 % EN MARS DERNIER
L'Algérie, premier fournisseur de l'Espagne

Par M.A.

En mars 2025, l'Espagne a enregistré une nette accélération de ses importations de gaz, avec une hausse significative de 39 % par rapport au mois précédent. Cette augmentation traduit un besoin croissant de sécurisation de l'approvisionnement énergétique, notamment en raison d'un niveau de stocks en forte baisse. Dans ce contexte de recomposition du paysage énergétique, l'Algérie est parvenue à reconquérir sa position de premier fournisseur de gaz pour l'Espagne, après un recul temporaire observé au début de l'année. Selon les dernières données publiées par la plateforme spécialisée « Attaga.net », les importations espagnoles de gaz, toutes formes confondues (gaz naturel et GNL), ont atteint 36,53 térawattheures (TWh) en mars, contre 26,32 TWh en février. Ce chiffre est également en hausse par rapport à mars 2024, où les volumes importés s'élevaient à 29,12 TWh. L'Algérie a ainsi regagné sa position de principal fournisseur, avec un volume total de 12,21 TWh, représentant 33,4 % des importations espagnoles. Dans ce total, le gaz naturel acheminé par gazoducs s'élève à 9,51 TWh, en progression par rapport aux 8,71 TWh enregistrés un an plus tôt. La véritable nouveauté réside toutefois dans la reprise des livraisons de GNL algérien, suspendues pendant trois mois : elles ont atteint 2,70 TWh en mars 2025. Bien qu'inférieur au volume de mars 2024 (3,52 TWh), ce chiffre marque un tournant dans la relance des échanges énergétiques entre les deux pays. Le GNL continue par ailleurs de dominer le mix énergétique importé par l'Espagne. En mars 2025, il a représenté 71,8 % des volumes (soit 26,24 TWh), contre 28,2 % pour le gaz naturel transporté par gazoducs (10,29 TWh). Ce déséquilibre, en faveur du GNL, s'est accentué par rapport à mars 2024, où celui-ci représentait 65,5 % des importations. Les États-Unis maintiennent leur deuxième place avec 11,76 TWh de GNL, soit 32,2 % du total. Si ce volume est légèrement inférieur à ceux enregistrés en janvier et février 2025, il connaît une forte progression sur un an, puisqu'il n'était que de 5,28 TWh en mars 2024. En revanche, la Russie connaît un net recul. Ses exportations vers l'Espagne se sont limitées à 4,39 TWh (12 % de part de marché), contre 7,49 TWh en mars 2024. Ce déclin illustre les incertitudes géopolitiques en Europe ainsi que la montée en puissance d'alternatives plus diversifiées.

Fiat Algérie prend des mesures pour lutter contre la spéculation

La société Fiat Algérie a annoncé son adhésion totale aux efforts initiés par le ministère de l'Industrie pour lutter contre la spéculation dans le secteur des véhicules produits localement, à travers l'adoption de mesures concrètes visant à protéger le consommateur contre ce phénomène, indique jeudi un communiqué du ministère. Cette annonce a été faite lors d'une réunion présidée par le

ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, jeudi au siège du ministère, en présence des représentants de Fiat Algérie, pour examiner les moyens de lutte contre la spéculation sur le marché des véhicules produits localement. Parmi les principales mesures annoncées par la société figure l'introduction d'une déclaration d'engagement signée par le client lors de l'achat, dans laquelle il s'engage à ne pren-

dre part à aucune forme de spéculation, que ce soit de manière directe ou indirecte, selon la même source. Fiat Algérie s'est également engagée à fournir quotidiennement aux autorités compétentes toutes les données et informations pertinentes afin de lutter contre ce phénomène, ajoute le communiqué. Pour rappel, M. Ghrieb avait présidé, mercredi, une réunion de coordination en pré-

vision du "lancement d'une plateforme numérique permettant de contrôler la vente des voitures produites localement", et ce, en présence de représentants des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Justice et du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi que de la Gendarmerie nationale.

UNE DÉLÉGATION IRAKIENNE REÇUE PAR LE PDG DE SONELGAZ

L'Irak sollicite le soutien de l'Algérie

Synthèse S.R.

Le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu, avant-hier à Alger, une délégation irakienne du secteur de l'énergie, qui a sollicité le soutien du groupe public à l'Irak dans le domaine de l'électricité et du gaz. Conduite par le membre de la commission de l'énergie au Parlement irakien, Mansour Mareed Attia, cette délégation comprenant également le PDG de la compagnie irakienne de distribution de l'électricité du nord et son adjoint, a été reçue au siège de la Direction générale de Sonelgaz, en présence de plusieurs cadres dirigeants du groupe, indique le groupe dans un

communiqué. Lors de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des hautes autorités du pays et de la politique de Sonelgaz de soutien à ses partenariats internationaux, les deux parties ont évoqué les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, précise le communiqué. Le chef de la délégation irakienne, qui a visité plusieurs unités industrielles relevant de Sonelgaz, a salué le professionnalisme relevé au niveau de ces unités, qui ont réussi à atteindre l'autosuffisance dans la production de compteurs et de différents équipements nécessaires dans les in-

dustries électrique et gazière. A cette occasion, le responsable irakien a appelé le groupe Sonelgaz à "soutenir le secteur irakien de l'énergie, actuellement confronté à des difficultés". De son côté, le PDG de Sonelgaz a affirmé que "le groupe, qui est l'un des principaux acteurs incarnant la politique énergétique de l'Etat algérien, s'emploiera à appliquer les recommandations des hautes autorités du pays en matière de soutien au secteur de l'énergie en Irak et de renforcement des voies de partenariat et d'échanges entre les deux parties". Après avoir mis en avant l'expertise du groupe dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'électricité

et du gaz et les résultats substantiels enregistrés en matière d'exportation grâce à ses activités dans l'industrie, la formation, la numérisation et les énergies renouvelables, M. Adjal a évoqué les projets stratégiques réalisés actuellement par Sonelgaz, notamment le projet d'interconnexion électrique entre les wilayas du nord et du sud et l'exportation d'énergie. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "la nécessité de concrétiser le partenariat bilatéral, notamment à travers l'envoi d'une délégation d'experts et de spécialistes de Sonelgaz en Irak pour préparer des études de terrain approfondies sur l'avenir de ce partenariat", conclut le communiqué.

MONNAIE

Le dollar en souffrance à cause de la guerre commerciale

Le dollar a été tourmenté jeudi par le dernier assaut douanier lancé par Donald Trump, qui a décidé de concentrer son offensive commerciale sur la Chine, tandis que l'or a été propulsé vers un nouveau record. Vers 20H50 GMT, le billet vert s'enfonce de 2,20% par rapport à l'euro, à 1,1190 dollar pour un euro, peu de temps après avoir atteint plus tôt un niveau inédit depuis juillet 2023. Contre la devise helvétique, monnaie refuge, le dollar dévisse de 3,85%, à 0,8250 franc suisse, au plus bas depuis janvier 2015. L'or, également considéré comme un actif sûr, bénéficie des incertitudes ambiantes pour grimper à un nouveau sommet historique, à plus de 3.176 dollars l'once (31,1 g). Face à "l'érosion de la confiance dans toutes les classes d'actifs", "l'or retrouve son rôle traditionnel de valeur refuge ultime", résume Fawad Razaqzada, analyste chez CityIndex. Le dollar a également été plombé par un ralentissement plus prononcé qu'attendu de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mars aux Etats-Unis, publié plus tôt jeudi.

IMPÔTS

La DGI le référentiel des prix de l'immobilier pour la période 2025/2026

La Direction générale des impôts (DGI) a publié, jeudi, le référentiel des prix de l'immobilier, pour la période 2025/2026. La DGI a publié sur son site web une liste du nouveau référentiel des prix de l'immobilier, destiné aux personnes physiques et morales réalisant des transactions immobilières de biens bâtis et non bâtis. La liste comprend les prix (valeur minimum-valeur maximum) qui permettent d'évaluer la valeur du bien, par commune, par type de biens (immeubles individuels, collectifs, locaux, terrains, ...), ainsi que par site (centre-ville, banlieue, zone enclavée...).

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,90	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	50122	70 170 800,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,05	3,04	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2300,00	+4,55	4,55	1,33	12,10	5,43	291700	670 910 000,00
EGH El Aurassai	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,69	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,11	2,03	-	0	0,00

CONCOURS HUAWEI DES TIC

Quatorze étudiants algériens en finale mondiale

Quatorze (14) étudiants algériens représenteront l'Algérie à la finale mondiale du concours Huawei des technologies de l'information et de la communication, prévue en mai prochain en Chine, indique jeudi un communiqué de l'entreprise. Leur qualification fait suite à des "performances remarquables" lors des compétitions régionales, souligne la même source. Ces étudiants, regroupés en quatre équipes et issus de plusieurs universités à travers le pays, se sont distingués dans les catégories "Réseaux", "Informatique", "Cloud" et "Innovation" grâce à des "performances exceptionnelles" lors des quali-

fications régionales, précise la même source. Le concours Huawei des technologies de l'information et de la communication constitue "une véritable plateforme pour découvrir et développer les talents en Algérie", ajoute le communiqué, rappelant que "plus de 2500 étudiants algériens ont participé cette année au concours national, témoignant ainsi de l'intérêt croissant des jeunes pour les domaines des technologies de l'information et de la communication". Pour rappel, lors de la précédente édition du concours en Chine, les équipes algériennes avaient remporté le prix mondial dans les catégories "Cloud" et "Réseaux", mettant en lumière les avancées signifi-

cations régionales, précise la même source. Le concours Huawei des technologies de l'information et de la communication constitue "une véritable plateforme pour découvrir et développer les talents en Algérie", ajoute le communiqué, rappelant que "plus de 2500 étudiants algériens ont participé cette année au concours national, témoignant ainsi de l'intérêt croissant des jeunes pour les domaines des technologies de l'information et de la communication". Pour rappel, lors de la précédente édition du concours en Chine, les équipes algériennes avaient remporté le prix mondial dans les catégories "Cloud" et "Réseaux", mettant en lumière les avancées signifi-

COMPLEXE DE LIQUÉFACTION D'ORAN

Sonatrach lance une campagne de détection des fuites de gaz méthane

Le groupe Sonatrach a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'une vaste campagne sur le terrain pour la détection et la réparation des fuites de gaz méthane au niveau du complexe de liquéfaction du gaz naturel "GL2Z" dans la wilaya d'Oran. Cette campagne prévoit "l'utilisation de caméras thermiques infrarouges de pointe, permettant de visualiser et de détecter les émissions invisibles à l'œil nu", selon le communiqué, qui précise que "cette technologie avancée est reconnue parmi les outils les plus innovants à l'échelle internationale". Le groupe a ajouté que l'équipe chargée de la détection et de la réparation des fuites s'est appuyée sur "les normes internationales les plus récentes et les meilleures pratiques dans le secteur des hydrocarbures, afin de garantir une évaluation précise conforme aux exigences environnementales en vigueur". Une équipe spécialisée a été formée aux techniques de détec-

tion et de réparation, dans le but de "localiser et de traiter les fuites, ainsi que d'évaluer le volume des émissions qui en résultent, conformément aux normes internationales reconnues", selon la même source. Dans ce cadre, le groupe a souligné que "les résultats positifs obtenus démontrent l'importance de ce type de campagnes pour inclure l'ensemble des installations de Sonatrach, en raison de leur impact à la fois environnemental et économique". Cela s'inscrit "dans le cadre des engagements de Sonatrach qui adopte les plus hauts standards de transparence et de fiabilité envers toutes les parties prenantes, en tant qu'entreprise plaçant la durabilité et la responsabilité environnementale au cœur de ses priorités", indique le communiqué, qui rappelle que cette campagne s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie Climat de Sonatrach signée en juillet 2024.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Avril 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متنل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا
	Tomate	98	110	85	الطماطم
	Oignon sec	68	75	61	البصل الجاف
	Ail sec	647	721	572	الثوم الجاف
	Carotte	76	86	67	الجزر
	Navet	101	112	90	لفت
	Choux fleur	109	119	99	قرنبيط
	Choux	99	108	89	الكرب
	Courgette	99	111	87	الكوسة
	Haricot vert	288	315	261	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	105	117	93	الخس
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	543	673	413	التفاح المحلي
	Datte	540	676	403	التمر
Produits d'origine animale	Banane	557	580	534	الموز
	Viande bovine locale	1775	1909	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	382	393	371	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

«L’Algérie est sur la bonne voie»

Dans un contexte marqué par la volonté de réduire la dépendance aux hydrocarbures, la diversification de l’économie algérienne demeure un enjeu stratégique majeur. Bien que le chemin reste encore long, plusieurs signes témoignent d’une dynamique encourageante. C’est dans cette optique que le professeur Mohamed Achir, économiste à l’Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, a livré une analyse lucide des avancées enregistrées par l’Algérie au cours des dernières années, notamment en matière de réformes économiques et de climat de l’investissement. Il a dressé un bilan globalement positif tout en appelant à renforcer la planification stratégique afin de pérenniser les transformations engagées.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la Radio nationale, le Pr Achir a partagé une lecture optimiste de l’évolution économique du pays. À ses yeux, les réformes amorcées ces dernières années commencent à porter leurs fruits, en particulier dans le domaine de la diversification économique. « L’Algérie est sur la bonne voie »,a-t-il affirmé avec conviction, saluant au passage la volonté politique et les changements structurels mis en œuvre pour stimuler l’investissement et rompre avec le modèle basé essentiellement sur les revenus pétroliers. Parmi les avancées notables, le professeur Achir a cité la refonte du cadre réglementaire et institutionnel encadrant l’investissement, qu’il a qualifié de « très audacieuse ». Il a pris pour exemple la loi n° 22.18 du 24 juillet 2022, qu’il considère comme un jalon majeur dans la modernisation de l’environnement économique algérien. Il a également insisté sur l’importance du dialogue instauré entre

les autorités publiques et les opérateurs économiques, sous l’impulsion du président Abdelmadjid Tebboune. « Ce dialogue stratégique permet de poser un diagnostic précis et de lever les obstacles structurels à l’investissement »,a-t-il expliqué. Abordant les freins persistants à l’investissement, il a pointé du doigt le problème du foncier industriel, qu’il considère comme l’un des obstacles majeurs au développement économique. À ce sujet, il a appelé à une approche intégrée d’aménagement du territoire, reposant sur la création de pôles de compétitivité. Selon lui, chaque wilaya pourrait se spécialiser dans des branches industrielles spécifiques, en synergie avec des centres de recherche, des universités, des sous-traitants et l’ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. « Il s’agit de structurer l’activité économique autour de logiques de complémentarité et de proximité, afin de créer une dynamique productive durable à l’échelle nationale », a-t-il recommandé. Pour assurer la réussite de cette transition, le professeur Achir plaide pour une planifica-

tion rigoureuse, avec des objectifs clairs à court, moyen et long terme. « L’investissement ne peut être traité comme une action ponctuelle. Il doit s’inscrire dans une politique industrielle de long terme, mobilisant les compétences humaines, les ressources disponibles et les avantages comparatifs dont dispose le pays », a-t-il souligné Il a également recommandé de cibler les secteurs porteurs, à commencer par l’industrie, tout en intégrant l’agriculture, les services et les technologies de l’information et de la communication (TIC) dans la stratégie de développement. Ces domaines, selon lui, sont essentiels à la transformation structurelle de l’économie nationale. Enfin, Mohamed Achir a insisté sur la nécessité de mettre en place une politique fondée sur les résultats et l’évaluation continue des politiques publiques, afin d’en garantir l’efficacité et l’adaptation constante aux réalités du terrain.

HYDRAULIQUE

Lancement prochain de la version finale de la Charte des économies d’eau

Le ministère de l’Hydraulique compte lancer “prochainement” la version finale de la Charte des économies d’eau, dans le cadre des démarches visant à améliorer la gestion des ressources hydriques dans divers volets, a annoncé, jeudi, le ministre du secteur, Taha Derbal. Lors d’une séance plénière à l’Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, présidée par Ahcene Hani, vice-président de l’Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou et de membres du Gouvernement, M. Derbal a souligné que son secteur “œuvre à actualiser ledit texte en asso-

ciant tous les acteurs et services concernés, l’objectif étant de parvenir à une version finale pour proposition et adoption et pour en faire un document d’orientation à tous les niveaux”. Ce document “constituera un cadre efficace visant à économiser et à préserver la ressource hydrique”, ajoute le ministre, rappelant que son département ministériel veillera à ce que cette charte sera adoptée et appliquée par le plus grand nombre de parties prenantes au niveau national, en prévision de son insertion dans leurs programmes et activités. La charte vise également à contribuer à la gestion efficace de l’eau pour limiter le gaspillage et en protéger la

qualité, à la faveur de la mobilisation du secteur de tous les moyens pour faire face aux défis de la sécurité hydrique. Sur les efforts du secteur pour lutter contre le gaspillage d’eau, le ministre a évoqué “les campagnes périodiques de réparation des fuites dans les systèmes de production et de distribution, organisées par les sociétés de distribution d’eau, outre l’élimination des branchements anarchiques”. L’Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) a organisé des campagnes de sensibilisation des écoliers quant à l’importance de préserver cette ressource vitale pour les générations futures, avec la participation des

imams des mosquées, a ajouté le ministre. M. Derbal a également mis l’accent sur les efforts du secteur pour développer les stations d’épuration des eaux usées et augmenter le volume des eaux traitées, un objectif qui “doit être atteint dans les meilleurs délais afin de préserver la quantité et la qualité des eaux conventionnelles”. Le ministre a salué la coordination avec le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour inciter les agriculteurs à recourir aux systèmes d’irrigation économes en eau, tels que les systèmes de goutte à goutte et à pivot et les systèmes d’irrigation intelligents.

NUMÉRISATION

La BNH va se doter d’un nouveau système d’information bancaire

Par R. E.

La Banque nationale de l’habitat (BNH) compte déployer prochainement un nouveau système d’information bancaire (Core Banking System- CBS), devant lui permettre de gérer l’ensemble des activités et des services fournis aux clients, a annoncé son directeur général, Ahmed Belayet. Le CBS, un système intégré dans les plans de modernisation des banques, est constitué de l’ensemble des modules et outils technologiques de l’activité bancaire offrant une gestion moderne, efficace et sécurisée des opérations bancaires et de la relation avec les clients et partenaires. Evoqué dans un dossier consacré dans le numéro de mars de sa revue spécialisée “Batisseurs.dz”, le DG de la BNH a précisé que ce projet est à la fois “complexe et stratégique”, qui nécessite “une exper-

tise pointue, une ressource humaine hautement qualifiée ainsi qu’une veille technologique constante”. Parallèlement à ce projet, le Data center de la BNH, résultant d’un partenariat avec l’Entreprise d’appui au développement du numérique (EADN), avait reçu fin février dernier la certification “Up-time Tier III Design”, dont les normes sont mondialement reconnues pour la disponibilité et la performance globale des Data centers. Cette certification, première du genre pour une banque de la place, a-t-il mentionné, est “un accomplissement” qui constitue un “jalon significatif pour l’ensemble du secteur bancaire algérien”. M. Belayat a rappelé, par ailleurs, que le marché mondial des logiciels CBS a connu une croissance “exponentielle avec des prévisions tablant sur 19,9 milliards de dollars en 2025 et 59,6 milliards à l’horizon 2032”. “Cette dy-

namique remarquable résulte de la quête incessante de systèmes d’information performants et innovants dans un contexte où la numérisation s’accélère et où les attentes des clients évoluent rapidement”, a expliqué le directeur général, relevant que “la transformation digitale n’est pas seulement une tendance, elle est devenue une question de survie pour les banques”. Dans ce contexte, l’expert en banques et en finances, Mostefa Zerouali, a estimé dans un entretien accordé à la même revue que la réalisation d’“un Core Banking System made in Algeria est possible”, en appelant au lancement d’un concours national, doté d’un budget conséquent afin de mobiliser les talents algériens autour d’un projet ambitieux de création de ce système. Pour sa part, la directrice générale de l’EADN, Sarah Yahiaoui, a fait état de la création d’une structure

dédiée au CBS et à la conclusion d’un partenariat stratégique avec un éditeur mondial dans ce segment pour développer des capacités locales d’intégration de solutions bancaires. “Le partenariat stratégique conclu avec un éditeur reconnu mondialement dans le segment du Core Banking Systm représente une opportunité unique pour l’EADN de développer des capacités locales d’intégration de solutions, de renforcer sa position sur le marché algérien, d’acquérir de nouvelles compétences et de proposer des offres de services plus complètes et innovantes. Cela contribuera à accélérer la transformation numérique du secteur bancaire algérien et à améliorer la qualité des services bancaires offerts aux citoyens”, a-t-elle souligné assurant que l’EADN ambitionne, à travers ce partenariat, de s’imposer comme “premier intégrateur national”.

RÉALISATION DU PREMIER DICTIONNAIRE DE TERMINOLOGIE PHARMACEUTIQUE
Signature d’une convention entre le ministère de l’Industrie pharmaceutique et le HCLA

Un accord de coopération scientifique pour la réalisation du premier dictionnaire de terminologie pharmaceutique (arabe, français et anglais), a été signé, jeudi à Alger, entre le ministère de l’Industrie pharmaceutique et le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA). La cérémonie de signature de cet accord s’est déroulée au siège du ministère, entre le ministre du secteur, Ouacim Koudiri, et le président du HCLA, Salah Belaid, en présence de cadres des deux parties. A cette occasion, M. Kouidri a affirmé que “la signature de cet accord vise à jeter les bases d’un travail conjoint pour la publication du premier dictionnaire de terminologie pharmaceutique (arabe, anglais et français), en tant que référence scientifique précieuse pour tous les chercheurs et spécialistes du domaine pharmaceutique, ainsi que pour toutes les personnes intéressées à investir dans ce secteur vital”. Ce dictionnaire sera élaboré avec le concours des spécialistes et chercheurs universitaires, afin qu’il soit une référence “complète et exhaustive” de tous les termes et concepts liés à l’industrie pharmaceutique, a poursuivi le ministre. Pour élargir l’accès à ce dictionnaire, il sera mis, après finalisation de sa version, à la disposition des enseignants, spécialistes et étudiants dans les différentes universités du pays, ainsi que des bibliothèques nationales, outre sa publication sur la plateforme numérique du ministère.

AÏN TEMOUCHENT

Création du prix de la meilleure commune en matière de protection de l’environnement

Un prix récompensant la meilleure commune de la wilaya d'Aïn Temouchent en matière de préservation de l'environnement, a été créé. La commune lauréate sera annoncée à l'occasion des festivités marquant le 63e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse, a annoncé, jeudi, le wali, Mabrouk Ould Abdennebi. Lors de sa supervision des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, M. Ouled Abdennebi a précisé que ce prix a avant tout un objectif incitatif, visant à encourager la meilleure commune de la wilaya en termes de propreté, d'entretien des espaces verts et d'esthétique architecturale. Une commission de wilaya spécialisée sera mise en place pour évaluer les communes, selon ces critères et sélectionner la meilleure d'entre elles. La commune gagnante sera annoncée durant les festivités de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse, a précisé le wali. Une enveloppe financière conséquente sera allouée à ce prix, permettant à la commune lauréate de la réinvestir dans de nouveaux projets de développement, a-t-il ajouté. Le wali a également insisté, devant l'ensemble des présidents des Assemblées populaires communales présents, sur "la nécessité de veiller à la propreté et à l'environnement, et d'organiser régulièrement des campagnes de volontariat pour maintenir un cadre de vie propre, qui doit rester une priorité permanente".

BORDJ KHRIS (BOUIRA)

Saisie de plus d’un quintal de viandes blanches impropres à la consommation

Une quantité de plus d’un quintal de viandes blanches impropres à la consommation, a été saisie et détruite dans la commune de Bordj Khris (Sud de Bouira), lors d’une opération menée par les services de police, rapporte jeudi un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette opération a été menée après l’interception d’un véhicule touristique dans un barrage de contrôle dressé par les éléments de la police de la Daira de Bordj Khris à l’entrée est de la ville. "Le véhicule portant une immatriculation d’une wilaya voisine a été arrêté et soumis à un contrôle, à la suite de quoi une quantité de 123 kilogrammes de viandes blanches a été découverte", est-il précisé dans le même communiqué de la sûreté. Après un contrôle sanitaire vétérinaire, il s’est avéré que les viandes blanches saisies étaient impropres à la consommation humaine, selon la même source. "La quantité saisie a été détruite, et un dossier pénal a ensuite été établi à l’encontre du contrevenant", a-t-on précisé de même source.

EL BAYADH

Lancement de la campagne de culture du tournesol

La campagne de plantation de tournesol a été lancée, jeudi, sur une superficie de 500 hectares dans la commune de Brizina (El Bayadh), pour le compte de la saison agricole en cours.

Le wali d'El Bayadh, Nouredine Belaribi, accompagné des autorités locales, a présidé la cérémonie de lancement de cette campagne au niveau du périmètre agricole "Bahria", où 500 hectares de cette culture seront plantés, sachant que ce programme est réalisé par l'unité de production agricole publique "Boukhetache Bouziane" située à Rahouia (Tiaret). Cette campagne agricole représente une première expérience de plantation de tournesol dans la région et s'inscrit dans les efforts déployés par les autorités locales pour développer la filière des plantes oléagineuses et accompagner les agriculteurs et investisseurs dans la réussite de ce programme agricole promoteur, sur lequel l'Etat mise, selon la Di-

rection des services agricoles. Parallèlement, une campagne de plantation de 250 hectares de maïs jaune a également été lancée dans la même zone agricole, toujours sous la responsabilité de l'unité de production agricole publique mentionnée. Il s'agit de la deuxième expérience de ce type de culture pour cette instance publique, après la campagne de plantation réussie de l'année dernière dans cette région, couvrant 150 hectares. Le wali a également donné le coup d'envoi du projet d'ouverture d'un chemin agricole sur une distance de 10 km, dont la date d'achèvement est prévue dans trois mois, ainsi que des travaux d'aménagement urbain dans les quartiers des Chouhada, Kasbah et El Feth de la commune. Il s'est

aussi enquis de l'état d'avancement des travaux de construction de deux écoles primaires et d'un collège dans les quartiers de Rahma, El Feth et le quartier occidental, et a posé la première pierre de la construction d'une piscine semi-olympique dans la nouvelle ville de Brizina. Dans la localité d'El Farâa, dépendant de cette commune, il a inspecté les travaux de raccordement au réseau de gaz naturel, qui concerne plus de 100 foyers, avec un budget de plus de 790 millions de DA. La réalisation du réseau de distribution a été achevée sur plus de 5 km, tandis que les travaux du réseau de transport, sur plus de 17 km, sont en cours et devraient être terminés dans sept mois, selon les responsables du projet.

BOUMERDES

Près de 1400 logements raccordés au réseau de gaz naturel

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Boumerdes a procédé, jeudi, au raccordement d'environ 1400 logements au réseau de gaz naturel à travers différentes communes de la wilaya, indique un responsable local du secteur. Le directeur local de la distribution de l'électricité et du gaz, Said Mansour, a déclaré à l'APS que les opérations de raccordement s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des différents pro-

grammes de développement à l'horizon 2025, et de l'accompagnement des collectivités locales dans leurs efforts visant à améliorer les niveaux de raccordement au gaz, permettant aux citoyens de bénéficier de cette énergie vitale et à améliorer leur cadre de vie. Le responsable a précisé que ces opérations ont nécessité la construction de plus de 45 kilomètres de réseau de distribution et de transport de gaz naturel avec une capacité de stockage de plus de 1,5 million

de litres/an pour un coût total de plus de 70 millions de DA. Les habitations concernées par ces opérations sont situées dans le quartier de Kouchach dans la commune de Khemis El-Khechna (Ouest), où environ 1000 foyers ont bénéficié de la mise en service d'une station de distribution publique de gaz et la construction d'environ 28 kilomètres de réseau de distribution de gaz pour un coût financier de plus de 11 millions DA. Dans la même commune, environ 330

ménages des quartiers Oulad Salem et Draâ El Baida ont bénéficié de la réalisation de plus de 12 kilomètres de réseau de distribution de gaz pour un coût financier estimé à 36 millions de dinars dans le cadre du programme de raccordement au gaz des zones isolées. Dans la commune de Tidjelabine à l'Est de Boumerdes, une soixantaine d'habitations ont bénéficié d'un raccordement au réseau de gaz pour un coût financier d'environ 30 millions de dinars.

JIJEL

170 millions DA pour la réalisation de plusieurs opérations de développement à Texenna

La commune de Texenna (25 km au sud de Jijel) a bénéficié, au titre de l'exercice 2025, d'une enveloppe financière de 170 millions DA pour la réalisation de plusieurs opérations de développement, a-t-on appris jeudi du président de son Assemblée populaire communale (APC), Messaoud Bez. Dans une déclaration à l'APS, le responsable a indiqué ce montant a été puisé du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales

et du programme de développement sociale et économique des communes, relevant que ces nouvelles opérations, qui tiennent compte du principe de priorité, seront lancées "dans les quelques prochains jours" après le parachèvement des procédures administratives. Elles porteront, notamment sur l'aménagement et le revêtement de routes, dont celles reliant les régions d'Oum Thlathine à Arb Tohr, Dar Chaabi à Boudjouhor, et Safsaf à Beni

Mehrez, l'extension de l'éclairage public à l'énergie solaire entre le chef-lieu de la commune et Gheriana, la réalisation d'aires de jeu dans les écoles primaires et d'un réseau d'alimentation en eau potable à Gheriana Olya, selon le président de l'APC. La concrétisation de ces opérations contribuera à l'amélioration du cadre de vie de la population et à donner un aspect urbain esthétique à cette commune, a ajouté la même source.

PARTIE OUEST DE LA BAIE D'ALGER

Le wali d’Alger inspecte les projets d’aménagement et de modernisation

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection à plusieurs projets d'aménagement et de modernisation de la partie ouest de la baie d'Alger dans le cadre du renforcement de la qualité de vie et de la relance du tourisme dans la capitale, en prévision de la saison estivale, indique un communiqué de la wilaya. Le wali d'Alger a entamé sa visite par l'inspection de l'état d'avancement des

travaux au niveau de la façade ouest du stade Ferhani (Bab el Oued) donnant sur la mer, où il a donné "des instructions fermes pour accélérer les travaux, en renforçant les moyens matériels et humains nécessaires, en réduisant les délais fixés et en travaillant 7j/7 pour parachever le projet", ajoute la même source. M. Rabhi a également inspecté les travaux en cours au niveau de l'Avenue "Abderrahmane Mira" jusqu'au Palais

des Raïs (Bastion 23), où il est prévu la réalisation de promenades de loisirs et des structures sportives, ainsi que les travaux d'aménagement du siège de l'Association pour handicapés sises à la promenade "El Kettani". A cette occasion, les membres de l'Association ont exprimé "leur satisfaction quant au développement de la façade maritime et l'intégration des personnes aux besoins spécifiques dans la conception urbaine dans le but d'assurer un en-

vironnement confortable à tous". A cet effet, le wali a souligné l'impératif "d'accélérer l'aménagement des bâtisses donnant sur la façade maritime et de parachever l'aménagement des locaux commerciaux", tout en assurant la propreté de l'environnement, ajoute la même source. A la promenade de la Pêcherie, M. Rabhi a inspecté les travaux d'aménagement cette promenade consistant en la réalisation d'un terrasse donnant sur la mer et d'un parking.

Ce qu’il en est de ce qu’il en est dit

La pensée se fait langue et la langue se fait pensée. Pour penser le monde nous fabriquons une langue pour nous le dire. La langue se structure dans la pensée du monde et se fixe progressivement.

2^e partie

Par Derguini Arezki (*)

Nous devons entendre plusieurs langues pour comprendre le monde, mais nous ne disposons pas de langue qui puisse nous comprendre et comprendre les autres langues, le tout convenablement. Une langue qui puisse traduire les autres langues sans nous trahir, sans nous amputer. Une langue pour laquelle les autres langues comptent comme ressources. La langue et l'esprit accolés, mais désunis, sont en mauvais état. Les sentiments ajoutent à leur confusion, au lieu de les unir. Ils ne sont pas énergie canalisée, mais sentiments impulsifs et intempestifs. Dans un tel état, la clarification des sentiments est le bon point de départ. Ils éclaireraient davantage, que ne peuvent le faire les mots, quand ils sont précis. Mais pour les partager, il leur faut faire avec les mauvais sentiments. Les sentiments doivent alors se faire forces tranquilles, se canalisant et se faisant stratégiques. La langue et l'esprit doivent pouvoir faire corps pour avoir la force de les exprimer. Le faible devra les protéger, pour les rendre plus forts, plutôt que de les jeter à la face du monde.

La force de penser par soi

Lorsque les appareils idéologiques de la langue dominante nous bombardent de leurs mots qui sont devenus par la force des choses les nôtres, que leur répliquer ? Nous commençons par les leur renvoyer, en les retournant. Mais nous restons ainsi encore captifs de cette langue, que nous travaillons pour la servir à nouveau. C'est que nous sommes pris dans cette langue. Il faut nous dépandre des habitudes de pensée qui nous empêchent de penser pour qu'elles n'aient plus prise sur nous. Après avoir été formaté par la langue dominante ou y être entré par effraction, il faut qu'une langue qui nous rende la capacité de penser s'en détache. Une langue qui renaîtra de ses décombres et de ses couches profondes après avoir investi les mots de la langue dominante. Renaîtront sa syntaxe et ses associations enrichies. C'est la force de penser par soi, la volonté de rétablir l'unité de ses pratiques, discursives et non discursives, qui pousse la pensée à investir la langue dominante, à y entrer et à en sortir. À défaut de cette force, les plus empreints plient, les moins empreints se taisent ne trouvant pas les mots. Ils préfèrent se taire, rester muets et souffrir en silence de ne pouvoir penser ce qui leur arrive.

Qui parle de nous ?

La langue dominante a profondément imprimé dans les esprits qu'il faut taire,

ne pas écouter ses sentiments, pour ne pas les transformer en actions, pour ne pas soumettre la raison aux sentiments, aux sens. Elle vide ainsi les corps de leur énergie, les individus de la capacité d'user de cette énergie. Et c'est là que commence notre défaite, nous avons renoncé à donner une langue à nos sentiments, à leur donner consistance, à nous servir de leur énergie. Nous devons apprendre à parler nos sentiments, c'est là qu'est la fabrique de notre langue commune, dans notre souffrance commune. C'est là que loge notre force primordiale, que la souffrance doit se retourner en son contraire. Et c'est ainsi qu'a été combattu le colonialisme en donnant à nos désirs de dignité, à nos sentiments la rectitude et les mots dont ils avaient besoin. Nobles sentiments. Le premier mot a été celui d'indépendance, la volonté d'être une nation dotée d'un État indépendant. Nous l'avons trouvé dans la grammaire de la langue dominante, celle de l'État-nation. Mais cela n'a pas suffi pour faire une langue qui parle dignement de nous. Ils ont continué à parler pour nous. Une langue, un État et une nation. Accolés, mais pas l'un dans l'autre. Nous avons encore besoin d'une langue étrangère pour nous administrer à l'image du monde, de plusieurs langues qui ne comprennent pas pour nous comprendre. Plus encore, la langue qui ne nous « appartient » pas, qui veut nous « comprendre » comme ses subalternes, a infesté les langues que nous avions coutume de parler depuis des siècles et des millénaires. Elle les a pénétrées au-delà des mots. Elle n'a comme plus besoin des mots pour être en nous, au point de la servir sans le savoir. Elle nous pense sans que nous l'ayons pensée. Les langues arabes et berbères, comme tournant sur elles-mêmes, passives, sont pensées par une autre langue active. Celle-ci a fourni beaucoup d'efforts pour y parvenir au contraire des langues coutumières qui n'ont pas su penser, apprendre et comprendre, la langue active. Nos universités sont restées mimétiques, victimes de la dichotomie théorie et pratique, elles n'ont pas su s'approprier les sentiments de la société et leur énergie, leur donner les mots qui traitent leurs maux et la force de les traiter.

La place des sentiments

Il faut redonner confiance aux sentiments humains, la langue qui les relègue dans la barbarie commence à perdre pied. Les masses ne font plus confiance à la langue qui ne dit pas leurs sentiments. À les réduire à une pure force de consommation. Les sentiments se partagent les masses humaines. Ils resteront épars et intempestifs, s'ils ne font pas corps dans un esprit et une langue. La domination qui vise à séparer les masses de la langue de

leurs sentiments, à lui substituer une langue qui les soumet en séparant la langue de l'esprit de celle du cœur, commence à perdre pied. Les individus s'en remettent de moins en moins à cette langue qui les ignore pour exprimer leurs sentiments. Cette langue que les appareils idéologiques aux mains des grandes entreprises imprègnent aux sentiments du monde pour obtenir sa soumission. Ces grandes entreprises ne sont plus au service du bien-être de leur société, elles mettent leur puissance au service de leur propre survie. Leur sentiment ne porte plus ceux de la multitude. Pour se protéger, garder ceux-ci sous sa coupe, elles diffusent la peur et la haine de l'autre qui menacent leur mode de vie. Il faut répondre à cette logique de domination par la rectitude des sentiments, la force de penser et ne pas se laisser entraîner dans une guerre des mots dans laquelle des sentiments qui ne savent pas se dire et font prévaloir les mauvais sentiments sur les bons peuvent les entraîner. Dans la langue dominante, les populistes de droite ont compris que certains de ses mots pouvaient faire la guerre à d'autres mots. Ils parlent les sentiments de peur et de haine d'un mode de vie menacé. Mais sujets de cette langue et de ses dichotomies, ils disent ce qu'ils ne pourront faire. Le pire, c'est que leur surenchère puisse les conduire à faire ce qu'ils n'auraient pas dû.

Comment va le monde

Ce qui est vrai aujourd'hui peut ne plus l'être demain ; le fort d'aujourd'hui peut ne plus l'être demain ; il y a là comme une loi de la nature. Les humains ont la vie courte, les civilisations ont la vie longue, mais elles meurent aussi, parfois sans laisser de traces. Sous le vrai couve le faux et inversement, sous la vie la mort et inversement, sous la force la faiblesse et inversement. Le tout est de savoir comment le passage de l'un à l'autre s'effectue bien ou mal. Personne n'aime marcher à reculons, mais tout le monde n'avance pas. L'histoire peut aller plus vite que l'on ne va. Ceux qui ne peuvent plus avancer aimeraient que le monde s'arrête de tourner. Les plus fous d'entre eux voudraient l'arrêter. Ceux qui veulent avancer moins vite aimeraient le ralentir, être plus souples et plus légers. Ceux qui voudraient avancer plus vite aimeraient l'accélérer. Les grandes entreprises vont plus vite que le reste du monde, risquant d'en décoller ou se rêvant décollé. Aussi poussent-elles le monde à aller plus vite. Mais elles laissent trop de monde sur le bord du chemin, les bords du chemin débordent que les murs, qu'elles dressent pour les contenir, tiennent mal. Les sentiments d'injustice se propagent dans un camp et ceux d'inhumanité dans un autre. La Terre en partage souf-

fre d'un partage qui n'est plus soutenable, mais que les anciens privilégiés qui restent les plus forts ne veulent pas revoir. Ceux qui ne peuvent pas suivre doivent être abandonnés. Mais de qui tiennent-ils leur force ? Ils ne la tiennent que par le crédit qui leur est fait. Sont encore trop nombreux ceux qui les créditent de leur confiance. Beaucoup espèrent encore prendre le train du progrès qu'elles supputent. Les plus nombreux feront-ils cercle pour rétablir en leur sein les centres de gravité du monde, ou accepteront-ils d'être les perdants d'une compétition dont ils ne pourront même plus rester les spectateurs ? Lorsque les grandes entreprises emportées par leur élan découvriront que le monde ne court plus pour elle, quand elles commenceront à exploser en vol, un nouveau partage de la Terre pourra pointer à l'horizon de l'humanité. Partager la langue des sentiments, c'est ne pas dissocier la pratique discursive des pratiques non discursives. Seule la langue des sentiments peut faire communier ou se faire la guerre des peuples, seule elle permet aussi de distinguer le vrai du faux quand elle dit la sincérité et la bienveillance. Seule cette langue rend le pouvoir de parler à ceux qui souffrent que la rationalité froide des intérêts des grandes entreprises voudrait soumettre. « Le cœur a ses raisons que la raison ignore » disait Pascal dans ses Pensées. Singulier qui voudrait, mais ne peut se soumettre le pluriel. Les sentiments ont leur raison, leur intention et leur évolution que la confrontation révèle. Et le cœur ne trouve pas ses raisons seulement en lui-même, il est des préférences qui lui sont révélées. Les sentiments ont de bonnes raisons comme de mauvaises qui se révèlent plutôt qu'elles ne s'affichent, qui changent même de nature. La raison qui veut les connaître les découvre dans leurs effets, dans leur contexte. La raison qui les ignore veut les dissoudre et les désincarner.

Croyances solides et dialogue avec le monde

Les croyances sont mises à l'épreuve par le monde. Lesquelles, comme un roc, résisteront à l'assaut des flux d'information qui les submergent et se déversent sur chacun aujourd'hui ? Ceux qui trop ouverts et pas suffisamment fermés, avaient l'habitude de confier leurs croyances à autrui, à un journal, à un leader ou un spécialiste sont bien maltraités en ces temps déboussolés. Trop d'informations contradictoires. Ils ne savent plus à quelle source d'information, à quel spécialiste s'en tenir. Ils ne savent plus à quel saint se vouer.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

EGYPTE

Le Caire installera un centre de contrôle pour la gestion de l'électricité à Alexandrie

L'Égypte multiplie les initiatives pour faire face à ses défis d'approvisionnement en énergie, en misant notamment sur les énergies renouvelables, dont elle ambitionne d'augmenter la contribution à 40 % dans son mix énergétique d'ici la fin de la décennie.

L'Égypte a obtenu, mercredi 9 avril, un financement de 60 millions d'euros (environ 65,5 millions USD), combinant un prêt à taux réduit de l'Agence française de développement et une subvention de l'Union européenne pour créer un centre de contrôle régional de à Alexandrie.

La somme a été mobilisée dans le cadre d'un investissement plus large de la France et de l'UE de 262,3 millions d'euros (environ 287 millions USD) destinés, outre à l'énergie, mais aussi à des projets d'eau, d'assainissement et de chemin de fer.

Concrètement, ces fonds permettront, grâce à la concrétisation du projet de centre de contrôle, de moderniser le réseau électrique dans une zone stratégique du pays et de mieux intégrer les énergies renouvelables en stabilisant notamment l'approvisionnement en électricité.

Il devrait également permettre d'anticiper plus efficacement la hausse de la demande électrique et de mieux gérer les irrégularités de la production renouvelable dans un système soumis à une demande soutenue et à des contraintes climatiques accrues. Ce financement s'inscrit dans le cadre du pilier énergétique du programme Nexus of Water, Food and Energy (NWFE). Une initiative du gouvernement égyptien lancée en 2022 pour structurer les investissements verts avec ses partenaires internationaux et accélérer ainsi la transition climatique et le développement durable.

L'objectif poursuivi par Le Caire est d'accompagner la fermeture progressive de centrales thermiques vieillissantes, renforcer les réseaux, et créer les conditions d'un marché énergétique plus propre et davantage compétitif. L'Égypte dépend encore largement du gaz pour son électricité, ce qui la rend vulnérable aux chocs d'approvisionnement et aux fluctuations des prix. Pour réduire ces risques, elle cherche à accélérer sa transition énergétique, malgré des ambitions revues à la baisse face à des contraintes économiques et techniques. Des projets majeurs sont toutefois lancés, notamment un parc éolien de 1,1 GW à Suez et des unités de stockage par batteries.

ARABIE SAOUDITE

Croissance de 89% des installations touristiques autorisées

Le secteur du tourisme en Arabie saoudite a connu une croissance significative en 2024, le nombre d'établissements d'accueil autorisés ayant augmenté de 89% pour atteindre 4 425 dans les différentes régions du Royaume.



Dans un message publié sur X, le porte-parole officiel du ministère du Tourisme, Mohammed Al-Rasasimah, a qualifié cette augmentation de «remarquable», ajoutant qu'elle reflétait les efforts déployés «pour soutenir la croissance du secteur et renforcer son attractivité en matière d'investissement».

Il ajoute que cette expansion s'inscrit dans le cadre d'un essor significatif du secteur touristique du Royaume, stimulé par un afflux de voyageurs et par l'engagement du ministère à favoriser un environnement d'accueil de classe mondiale. Le ministère a indiqué en mars que le nombre d'établissements hôteliers agréés à La Mecque atteindrait 1 030 à la fin de 2024, soit une augmentation de 80% par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation place la province en tête du Royaume pour le plus grand nombre d'installations et de chambres autorisées, soulignant l'engagement de la région à améliorer l'expérience des visiteurs, a rapporté l'Agence de presse saoudienne

(SPA).

Cette mesure renforce également l'engagement du ministère à protéger les droits des visiteurs et des pèlerins de la Omra qui utilisent les services d'accueil à La Mecque, dans le cadre de ses efforts continus pour améliorer la qualité des services.

«Les équipes d'inspection du ministère effectuent des visites de contrôle et d'inspection régulières tout au long de l'année pour s'assurer que tous les établissements respectent les exigences en matière de licence, détecter les violations et imposer des amendes en vertu de la loi sur le tourisme et de la réglementation des établissements d'hébergement touristique», a déclaré SPA.

Le secteur de l'hôtellerie en Arabie saoudite se développe au-delà de La Mecque. À la fin du troisième trimestre 2024, le nombre total d'établissements d'accueil autorisés dans le Royaume dépassait 3 950, soit une augmentation de 99% par rapport au troisième trimestre 2023. Le

nombre de chambres autorisées a atteint 443 000, soit un bond de 107% par rapport aux 214 000 chambres enregistrées un an plus tôt.

Selon CoStar, un fournisseur mondial de données immobilières, La Mecque et Médine auront respectivement 17 646 et 20 079 chambres à divers stades de développement en 2025.

Cela intervient alors que l'Arabie saoudite a enregistré 30 millions de touristes entrants en 2024, contre 27,4 millions en 2023, selon les données du gouvernement. Le Royaume vise à attirer 150 millions de visiteurs par an d'ici à 2030 et prévoit d'augmenter la contribution du secteur du tourisme au produit intérieur brut de 6 à 10%.

L'expansion dynamique de l'Arabie saoudite dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme souligne son ambition de se positionner en tant que plaque tournante mondiale du voyage, en s'adressant aux visiteurs religieux et aux touristes de loisir.

MAURITANIE

Accord avec l'Italie pour soutenir la sécurité alimentaire

Le partenariat permettra de soutenir la résilience des groupes vulnérables. En 2024, les échanges commerciaux entre les deux pays étaient d'environ 170 millions \$. La Mauritanie et l'Italie ont signé un accord en faveur d'un projet d'appui à la résilience alimentaire dans le centre et l'est du pays. L'annonce a été faite à la télévision nationale le mardi 8 avril 2025.

L'accord, signé entre la commissaire à la sécurité alimentaire, FatimetouMintKhattri, et l'ambassadrice d'Italie, Laura

Botta, vise à soutenir la résilience des groupes vulnérables, renforcer leur sécurité alimentaire et améliorer le niveau de scolarisation dans les zones bénéficiaires. L'enveloppe allouée au projet est de 3 millions d'euros (3,3 millions \$) pour une durée de trois ans.

Laura Botta a indiqué que l'accord renforcera la capacité des communautés agricoles à faire face au changement climatique et permettra à la Commission pour la sécurité alimentaire de répondre aux besoins des populations.

Deuxième pourvoyeur d'emploi, l'agriculture contribue à hauteur de 17% au PIB de la Mauritanie. Cependant, le changement climatique et la dégradation de l'environnement affectent les moyens de subsistance des populations rurales. De plus, le pays dépend fortement des marchés internationaux pour ses produits alimentaires, ce qui le rend vulnérable à l'inflation et aux perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, impactant la disponibilité des biens.

Pour faire face à cette situation,

le gouvernement et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont mis en place le plan stratégique pays (PSP) 2024-2028. Il vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en soutenant la résilience des populations vulnérables face aux chocs climatiques et économiques.

Les échanges commerciaux entre l'Italie et la Mauritanie ont chuté à 169,43 millions \$ en 2024 contre 201,48 millions \$ en 2023, selon les données de l'International Trade Center.

SELON AFREXIMBANK

Le commerce intra-africain a crû de 7,7% en 2024, à 208 milliards \$

La hausse du commerce intra-régional enregistrée l’an passé s’explique essentiellement par la poursuite de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Elle cache cependant de fortes disparités entre les sous-régions du continent.

Les échanges commerciaux intra-africains ont atteint une valeur de 208 milliards de dollars en 2024, enregistrant une croissance de 7,7% par rapport à 2023, selon un rapport publié le dimanche 30 mars 2025 par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank). Intitulé « African Trade and Economic Outlook (ATEO) 2025 : African Resilience in a Changing World Order », le document précise que cette hausse s’explique essentiellement par la poursuite de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Celle-ci a encouragé l’intégration régionale et contribué à diversifier le panier des exportations et de destinations sur le continent, réduisant sa dépendance à l’égard des marchés extérieurs. La hausse est également due à l’efficacité croissante des politiques commerciales nationales et l’amélioration des infrastructures de transport des marchandises, mais elle cache de fortes disparités entre les sous-régions du continent. Avec 58,1 milliards de dollars d’échanges commerciaux avec les autres sous-régions,

l’Afrique australe reste le principal moteur des échanges commerciaux entre les pays africains devant l’Afrique de l’Ouest (52,8 milliards de dollars), l’Afrique de l’Est (46,8 milliards), l’Afrique du Nord (31 milliards de dollars) et l’Afrique centrale (19,4 milliards). L’Afrique du Sud (25 % des exportations intra-africaines), l’Egypte et le Nigeria. Le rapport révèle par ailleurs que la valeur totale des échanges commerciaux intra-régionaux et extra-régionaux de l’Afrique a enregistré une augmentation de 5,8% en 2024 pour s’établir à environ 1401 milliards de dollars. L’UE reste le premier partenaire commercial du continent devant la Chine. Malgré le ralentissement de la croissance chez la plupart des partenaires commerciaux du continent, en particulier la Chine et l’Europe, et l’escalade des tensions géopolitiques liées à la guerre prolongée en Ukraine et au conflit au Proche-Orient, les exportations de biens de l’Afrique ont augmenté de 9,8% durant l’année écoulée, atteignant 682 milliards de dollars. Les importations du continent ont, quant à elles,

augmenté de 2,4% pour se situer à 719 milliards de dollars. En conséquence, l’Afrique a réduit son déficit commercial à 37 milliards de dollars en 2024 contre 80 milliards de dollars en 2023. La forte hausse des exportations a été favorisée par la relative stabilité des prix des matières premières, dont les fluctuations trimestrielles se sont limitées à ±2% tout au long de l’année écoulée. Malgré ces progrès notables, le paysage commercial de l’Afrique reste vulnérable à la volatilité des prix sur le marché international et aux chocs extérieurs, ce qui souligne la nécessité d’accélérer l’industrialisation, la production de biens à plus forte valeur ajoutée et la diversification économique pour renforcer sa résilience commerciale et créer de nouvelles opportunités de croissance durable à long terme. Le rapport souligne par ailleurs que l’Union européenne (UE) reste le premier partenaire commercial du continent (31% des exportations et 29% des importations) devant la Chine (18,3% des importations et 12,6 % des exportations).

BÉNIN

Campagne de forages en vue pour le redéveloppement du champ pétrolifère Sèmè

En décembre 2023, Akrake Petroleum, filiale de Rex International Holding, a acquis le statut d’opérateur sur le champ pétrolifère Sèmè autrefois en production entre 1982 et 1998. L’objectif de la société est d’y relancer la production avant la fin de l’année 2025. Au Bénin, Akrake Petroleum, l’opérateur du projet de redéveloppement du champ pétrolier offshore Sèmè, vient de confirmer la signature d’un contrat pour la location d’une plateforme de forage, dans le cadre d’une campagne de forages de 120 jours. Il s’agit du jack-up Gerd, du contractant norvégien

BorrDrilling. Cette campagne marque une étape cruciale dans l’ambition de relancer la production du champ au cours de la seconde moitié de l’année 2025. Le champ Sèmè situé dans le bloc en mer 1, s’étend sur 551 km² et se trouve à des profondeurs d’eau comprises entre 20 et 30 mètres. Ce redéveloppement intervient après l’arrêt de la production en 1998, après une production d’environ 22 millions de barils. Le plan de développement du champ comprend une modernisation des installations, avec l’utilisation d’une

unité mobile de production offshore (MOPU) et d’une unité de stockage et de déchargement flottante (FSO), permettant ainsi une exploitation plus efficace et durable des réserves. La campagne de forages débutera par le forage d’un puits d’exploration et d’évaluation vertical, destiné à tester plusieurs réservoirs. Ce puits sera ensuite conservé pour être utilisé comme producteur, suivi de forages horizontaux dans le réservoir H6, qui avait déjà été exploité lors de la première phase de production du site entre 1982 et 1998.

Parallèlement, Akrake prévoit d’explorer de nouveaux réservoirs non exploités, notamment des réserves de gaz, afin d’enrichir les ressources du pays. Une évaluation indépendante des réserves et des ressources du champ sera également réalisée pendant la campagne de forage, offrant ainsi une vision plus claire du potentiel du site et renforçant la transparence du projet. Akrake détient une participation de 76 % dans ce bloc, tandis que le gouvernement béninois possède 15 % et la société pétrolière locale Octogone Trading détient 9 %.

SOMALIE

Le Fonds monétaire arabe allège la dette du pays de 306,5 millions \$

La Somalie a atteint, en décembre 2023, le point d’achèvement de l’initiative PPTE, qui permet une réduction substantielle des dettes des pays capables d’exécuter de grandes réformes économiques. En mars 2024, Mogadiscio avait déjà obtenu l’annulation de 99% de sa dette vis-à-vis des créanciers membres du Club de Paris. La Somalie a signé un accord d’allègement de la dette de 306,5 millions de dollars avec le Fonds monétaire arabe (FMA), a annoncé le ministre somalien des Finances, BihiEgeh, le mercredi 9 avril 2025. « Ce fut un honneur et un privilège de signer un accord d’allègement de la dette d’un montant total d’environ 306,5 millions de dollars avec le Fonds moné-

taire arabe, après une période de négociations fructueuses », a-t-il souligné sur son compte X. Et d’ajouter : « cet accord était crucial pour les efforts d’allègement de la dette de la Somalie et fondamental pour le réengagement avec le Fonds afin de faire progresser notre partenariat pour parvenir à un développement durable et à une croissance économique dans le pays ». Institution financière panarabe ayant pour mission de contribuer à assurer la stabilité financière dans ses pays membres, le FMA a également indiqué, dans un communiqué publié sur son site Web, que l’accord « contribuera à alléger le fardeau financier de la Somalie et à renforcer sa capacité à maintenir le cap des réformes économiques et du déve-

loppement durable ». Le gouvernement somalien s’efforce de rétablir la viabilité de la dette et de relancer l’économie du pays, qui a été fortement exsangue par plusieurs décennies de guerre civile et de catastrophes naturelles dont de graves sécheresses, des inondations et une invasion de criquets pèlerins. En mars 2024, la Somalie a obtenu l’annulation de 99% de sa dette auprès des créanciers membres du Club de Paris. Ce groupe informel de créanciers publics, qui compte 22 membres permanents parmi les Etats les plus riches de la planète, dont les Etats-Unis, la Russie, l’Allemagne, le Japon et la France, avait alors précisé avoir accepté d’effacer plus de 2 milliards de dollars de la dette so-

malienne au titre de l’Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Au total, ce pays de la Corne de l’Afrique devrait obtenir un allègement de sa dette de plus de 4,5 milliards de dollars de la part de l’ensemble de ses créanciers internationaux après avoir atteint en décembre 2023 le point d’achèvement de l’initiative PPTE, un programme lancé en 1996 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale qui permet une réduction substantielle des dettes des pays éligibles, capables d’exécuter de manière satisfaisante de grandes réformes économiques. La dette extérieure de la Somalie, qui s’élève à 5,3 milliards de dollars, devrait être ainsi ramenée à moins de 6% du produit intérieur brut.

SÉNÉGAL

Le gouvernement anticipe une production record d’oignon en 2025

Au Sénégal, l’oignon est le principal légume cultivé, consommé et commercialisé. La filière s’apprête à réaliser une performance de production historique au cours de la campagne de 2025. Au Sénégal, la récolte d’oignon est attendue à 450 000 tonnes en 2025. C’est ce qu’a révélé SerigneGuèye Diop, ministre de l’Industrie et du Commerce, le 8 avril en marge de la réunion de préparation de la campagne de commercialisation des récoltes horticoles. Cette prévision, si elle se réalisait, signerait un record historique dans l’histoire de la filière. Selon les données compilées par l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), la production d’oignon au Sénégal n’avait encore jamais atteint la barre des 450 000 tonnes, s’affichant en moyenne à 429 000 tonnes entre 2018 et 2023. D’après M. Diop, la récolte escomptée devrait en outre permettre de dégager un surplus de 100 000 tonnes, dans la mesure où les besoins de consommation sur le marché local sont évalués à seulement 350 000 tonnes. Alors que les pertes post-récolte pouvant atteindre jusqu’à 30 % des récoltes représentent le principal obstacle à la commercialisation de l’oignon et à l’approvisionnement du marché local, les autorités misent principalement cette année sur l’entrée en service de la première usine de déshydratation d’oignons du pays pour réduire considérablement ces pertes. Cette usine construite par la Société africaine d’ingrédients (SAF Ingrédients) à Ross Béthio pour un cout total de 35,4 millions \$, a été officiellement inaugurée en février dernier. Elle dispose d’une capacité de transformation de 50 000 tonnes par an du bulbe pour la production de poudre et lanière d’oignon déshydraté, dédiée au marché intérieur et à l’exportation vers les pays de la sous-région. Au Sénégal, la culture du légume est principalement réalisée dans la zone des Niayes et la Vallée du fleuve Sénégal, qui concentrent toutes deux 80 % de la production nationale.

APRÈS L'ANNONCE DE PÉKIN D'UNE HAUSSE À 125% DE SES DROITS DE DOUANE

Les Bourses européennes basculent en rouge, le dollar s’enfonce

Les marchés boursiers européens ont basculé dans le rouge et le dollar a creusé ses pertes vendredi, après l'annonce de Pékin d'une hausse à 125% de ses droits de douane supplémentaires sur les produits américains, nouvelle étape de l'escalade entre les deux puissances mondiales.

Après une ouverture en hausse, vers 08H40 GMT, Francfort cédaït finalement 1,38%, Paris 0,85%, et Milan 1,37%. Londres cédaït 0,34%. Les investisseurs sont "préoccupés par les incertitudes liées à la guerre commerciale" et "l'impact potentiel sur la croissance économique, l'inflation et l'emploi", explique Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Dernier épisode en date: la Chine a annoncé vendredi porter ses droits de douane supplémentaires sur les produits américains à 125%, en réaction aux taxes de 145% imposées par la Maison Blanche cette semaine sur les importations chinoises. "L'imposition par les États-Unis de droits de douane anormalement élevés à la Chine constitue une violation grave des règles du commerce international" a affirmé la Commission des droits

de douane du Conseil des affaires d'État, dans un communiqué. Pékin, qui a toutefois précisé qu'il "ignorera" toute réplique des Etats-Unis en matière de droit de douane, a aussi lancé une procédure auprès de l'OMC contre les surtaxes américaines, selon un média d'Etat. Dans ce contexte de tension, les marchés craignent "un découplage économique désordonné entre les deux plus grandes économies du monde", relèvent les analystes de la Deutsche Bank.

Le roi dollar creuse ses pertes, l’or surplombe

Le dollar s'effrite de jour en jour, à des niveaux plus observés depuis plusieurs années, en souffrance face à l'escalade commerciale et les revirements de Trump, dont la politique sape la

crédibilité américaine auprès des acteurs du marché des changes. Depuis un mois, le billet vert, longtemps vu comme un actif de confiance, a perdu plus de 5% par rapport à la monnaie unique européenne. Après l'annonce de Pékin vendredi, il continuait de chuter, perdant 2,10% à 1,1432 dollar pour un euro, à un plus bas niveau en plus de trois ans vers 8H40 GMT. Les monnaies refuge, comme le franc suisse (+1,29% à 1,2294 dollar) et le yen (+1,49% à 142,38 yens pour un dollar), mon- taient fortement. Plus globalement, ce sont tous les actifs américains qui sont victimes du désamour des investisseurs depuis plusieurs jours. "Actuellement, on peut avoir l'impression que les États-Unis ne savent plus ce qu'ils font", explique Andreas Lipkow, analyste indé- pendant. Les emprunts d'Etat sont en effet dé- laissés, ce qui a provoqué une hausse de leur taux d'intérêt. Le rendement de l'obligation à dix ans américain, référence, se situait vers 08H40 GMT, à 4,42%, contre 4,43% la veille en clôture et 4,50% mercredi, après l'entrée en vi- gueur des surtaxes douanières de Donald Trump. Début avril, il évoluait autour de 4,20%. En revanche, le grand gagnant du

chamboule-tout financier des derniers jours est l'or. L'actif s'est hissé vendredi à un nouveau re- cord historique, à 3220 dollars l'once. Vers 8H45 GMT, il évoluait à 3217,09 dollars. Les investisseurs craignent de plus en plus que les "différends commerciaux prolongés fassent basculer l'économie mondiale dans la réces- sion", estime John Plassard. De fait, "la guerre commerciale sino-améri- caine pourrait s'intensifier au-delà de ces deux pays, avec des conséquences plus vastes sur le commerce mondial", abonde Daniela Sabin Hathorn, du courtier Capital.com. Côté européen, Bruxelles pourrait taxer les géants américains de la tech si des négociations ne parviennent pas à mettre fin à la guerre commerciale, a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen dans une interview au Financial Times. Le président américain a certes suspendu jeudi pendant 90 jours une partie des surtaxes à l'im- portation contre des dizaines de pays, mais a en effet maintenu des taux planchers de 10% et des surtaxes douanières de 25% sur l'acier, l'aluminium et l'automobile, notamment contre l'UE.

La Bourse de Tokyo chute de 5% à l’ouverture

La Bourse de Tokyo a plongé de plus de 5% dans les premiers échanges vendredi dans des marchés affolés par les conséquences de l'escalade de la guerre commerciale sino-améri- caine et par l'incertitude liée à la politique douanière de Donald Trump. Après s'être envolés la veille, enthousiasmés par le revirement de Washington sur une partie des droits de douane, les marchés asiatiques rechutaient fortement: vers 00H10 GMT à Tokyo, l'indice vedette Nikkei dé- gringolait de 5,07% à 32.860 points. A la Bourse de Séoul, l'indice Kосpi décrochait de 1,52%.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses asiatiques rechutent, l’escalade douanière sino-américaine affole les marchés

Les Bourses asiatiques ont replongé ven- dredi, Tokyo lâchant plus de 5%, dans des marchés affolés par les conséquences de l'escalade de la guerre commerciale sino-amé- ricaine et par l'incertitude persistante sur la po- litique douanière de Donald Trump. Vers 02H30 GMT à Tokyo, l'indice vedette Nikkei dégringole de 4,22% à 33.148 points et l'indice élargi Topix de 4,25% à 2.431 points. A la Bourse de Séoul, l'indice Kосpi décroche de 1,46%. La Bourse de Sydney abandonne 1,30% et celle de Jakarta 0,33%. Taipei a ef- facé ses pertes initiales, regagnant un mo- deste 0,2%. Après s'être envolés la veille, enthousiasmés par le revirement surprise du président des Etats-Unis sur une partie des droits de douane, les marchés asiatiques re- tombent dans le sillage de fortes baisses à Wall Street, se focalisant sur une conjoncture mondiale toujours assombrie. Les places chi- noises souffrent également vendredi: vers 02H30 GMT, l'indice hongkongais Hang Seng recule de 0,64% à 20.550 points. L'indice com- posite de Shanghai cède 0,23% et celui de Shenzhen 0,10%. Pékin a affiché ces derniers jours sa détermination à stabiliser les marchés chinois en mobilisant banques publiques et firmes d'investissement sous contrôle étatique.

Signe d'incertitudes persistantes, l'indice de volatilité Vix, surnommé "indice de la peur", a bondi de plus de 50% à Wall Street et les in- vestisseurs se ruent vers les actifs refuges. Vers 02H30 GMT, l'or, valeur refuge par excel- lence, grimpe de 1,32%, se hissant à un nou- veau record historique, à 3.219 dollars l'once. Et la devise japonaise, jugée sûre, bondit ainsi de 0,62% à 143,56 yens pour un dollar, après avoir brièvement gagné plus de 1%. Depuis l'investiture de Donald Trump le 20 janvier, le dollar a perdu plus de 7% face à l'euro, fragi- lisé par le risque d'une récession économique aux Etats-Unis et la crédibilité jugée érodée des politiques de Washington. Le marché du pétrole pâtit logiquement des inquiétudes sur les perspectives de demande énergétique. Le baril de WTI américain perd 0,75% à 59,62 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord cède 0,60% à 62,95 dollars, creusant leurs pertes au fil des échanges. Le géant immobi- lier chinois Country Garden, fortement endetté, a bondi de 8% à la Bourse de Hong Kong, après avoir accepté selon Bloomberg un ac- cord de restructuration avec des détenteurs re- présentant 29,9% du montant principal de ses créances obligataires existantes.

PARIS

Marchés nerveux après la riposte de Pékin à Trump

Après avoir gagné plus de 1% peu après l'ouverture, la bourse de Paris cède près de 1,2%, autour des 7040 points, péna- lisée par Stellantis (-4,4%), Safran (-3,9%) ou encore Airbus (-3,8%). Le rebond qui s'était dessiné sur les marchés après la volte-face de Do- nald Trump en matière de droit de douane (10% pour tout le monde, hors Chine) peine à se concrétiser. En effet, Washington et Pékin se li- vrent désormais un singulier duel et, à ce titre, c'est surtout l'escalade qui l'emporte : la Chine vient d'annoncer ce matin qu'elle porterait ses droits de douane additionnels de 84% à 125% sur les biens US à compter de

demain. Le vent d'incertitude qui souffle sur les marchés est donc en- core loin d'être levé, comme en a d'ailleurs témoigné, hier, la clôture des marchés US avec -2.5% pour le Dow Jones, -3.5% pour le S&P500 ou encore -4.3% pour le Nasdaq. D'après les stratèges, les marchés boursiers pourraient encore connaî- tre de nouvelles séances éprou- vantes si rien ne devait venir apaiser les craintes concernant la guerre commerciale et le regain d'inquié- tudes autour de l'économie mon- diale. La nervosité n'épargne désormais plus aucun secteur, comme l'illustre la tension constatée au niveau du

rendement des Treasuries améri- cains à dix ans, qui remonte à près de 4,42% (+2pts) en raison des craintes entourant de prochaines baisses d'impôts insuffisamment fi- nancées par des réductions budgé- taires. Sur le front des statistiques, le taux d'inflation en Allemagne - mesuré comme la variation sur un an de l'in- dice des prix à la consommation (IPC) - a été confirmé par Destatis à +2,2% en mars, en légère baisse donc par rapport à celui de +2,3% de février, conformément à l'estimation préliminaire. Cet après-midi, l'indice de confiance du consommateur de l'Université du

Michigan sera surveillé de près afin de mesurer le moral des ménages américains. Alors que incertitudes pesant sur la croissance mondiale sont dans tous les esprits, le début de la saison des résultats du premier trimestre pour- rait également alimenter la pru- dence. Les investisseurs craignent en parti- culier les répercussions des tensions commerciales sur les comptes des entreprises, mais surtout sur leurs perspectives. Comme le veut la tradition, ce sont les groupes bancaires JPMorgan, Morgan Stanley et Wells Fargo qui seront les premiers à dévoiler leurs

performances, avant le rythme des publications commence à accélérer lors des semaines suivantes. Dans l'actualité des sociétés trico- lores, Société Générale annonce que son conseil d'administration a procédé au choix de William Connelly pour sa présidence à partir de l'assemblée générale du 27 mai 2026, sous réserve de son renouvel- lement comme administrateur par l'AG du 20 mai 2025. Stellantis a fait état vendredi d'une baisse plus marquée que prévu de 9% de ses facturations consolidées mondiales au premier trimestre, tou- jours sous l'effet de ses difficultés en Amérique du Nord.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 10 Avril 2025 Valeur : 14 Avril 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.2037	133.2187
1	EUR	EURO	146.6839	146.7271
1	GBP	POUND STERLING	171.4113	171.4968
100	JPY	JAPANESE YEN	90.9364	90.9777
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1365	18.1388
1	CHF	SWISS FRANC	156.5445	156.6542
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.7125	94.7299
1	DKK	DANISH KRONE	19.6483	19.6531
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.3983	13.4143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3083	12.3200
1	AED	UAE DIRHAM	36.2607	36.2727
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4831	35.4909
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.9012	433.0907
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9623	43.3941
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0214	14.0230
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9683	24.0911
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3360	3.3464
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.9402	177.9402

EUROPE

La Commission protège l'industrie du métal

Les sidérurgistes européens sont furieux. Ils craignent pour leur emploi. L'industrie lourde européenne a-t-elle encore un avenir ? Oui, selon la Commission européenne - qui présente un plan de sauvetage.

Le géant allemand de l'acier Thyssen-Krupp veut supprimer 11 000 emplois. L'industrie métallurgique européenne est en crise. Droits de douane américains, prix exorbitants de l'énergie, surcapacité mondiale, concurrence de l'acier bon marché en provenance de Chine... La Commission européenne tente de sauver ce qui peut l'être avec un « plan d'action pour l'acier ». La Commission européenne appelle sa stratégie pour la compétitivité industrielle et la décarbonation le « pacte pour une industrie propre ». La production mondiale d'acier est beaucoup trop conséquente. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement américain menace également d'imposer des droits de douane : 25 % sur toutes les importations d'acier et d'aluminium. En conséquence, les flux commerciaux internationaux risquent d'être détournés des États-Unis vers le marché intérieur européen. Les fournisseurs étrangers tentent de conquérir le marché de l'UE en pratiquant la vente à perte. Afin d'empêcher que de l'acier bon marché produit de manière déloyale ne vienne briser le cou des fabricants d'acier européens, un nouvel instrument de protection

sera introduit en 2026 : CBAM, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE. Les fabricants non européens de ciment, d'aluminium, de fer et d'acier doivent payer une taxe sur le CO2 pour les biens produits de manière non durable à la frontière de l'UE. Afin d'assurer un avenir durable à l'industrie européenne, l'UE souhaite mobiliser des investissements à hauteur de 100 milliards d'euros. L'enjeu est de taille, ne serait-ce que pour les fondements industriels de l'Europe. L'Allemagne veut être neutre sur le plan climatique d'ici à 2045. Cela ne sera possible qu'en abandonnant la production de l'acier au charbon au profit de celle à l'électricité ou à l'hydrogène. La Commission européenne contribue à ce changement. Le géant allemand de l'acier ThyssenKrupp s'est lui aussi fermement engagé à atteindre l'objectif de « l'acier vert ». Mark Stagge, porte-parole de ThyssenKrupp : « Avant toute chose, nous devons nous protéger contre les pratiques d'importation déloyales. La surcapacité mondiale s'élève à 550 millions de tonnes par an. Nous avons besoin d'un ajustement frontalier efficace en

matière de CO2. Et nous avons besoin de coûts énergétiques compétitifs au niveau national et européen. » Les syndicalistes d'IGM ont organisé une veillée devant la porte 1 de l'aciérie de Duisbourg. ErolKücükarslan, le délégué syndical : « Notre conseil d'administration doit abandonner l'idée de supprimer 11 000 emplois. - Et je voudrais transmettre un message à l'Europe : L'acier vert, qui est produit à partir d'énergies renouvelables, devrait être promu plus rapidement. » ErolKücükarslan met en garde contre la désindustrialisation : « Si nous perdions l'industrie maintenant, après l'exploitation minière, ce serait un désastre pour l'Allemagne et l'Europe. » Le plan d'action pour l'acier de la Commission européenne est donc strict : Droits de douane protecteurs et restrictions quantitatives pour l'acier vendu à perte ! Il faut beaucoup d'énergie pour produire de l'acier vert. D'où doit-elle provenir ? Mme Kolev-Schaefer : « Pour y parvenir, nous avons besoin d'un développement accéléré des énergies renouvelables et d'une extension du réseau électrique vers le sud de l'Europe ! »

DROITS DE DOUANE

Pékin réplique et porte à 125% ses surtaxes sur les produits américains

La Chine répond à la surtaxe américaine de 145%, nouvelle étape dans l'escalade entre les deux premières puissances mondiales. Mais elle « ignorera » désormais toute nouvelle hausse des droits de douane par les États-Unis. L'escalade se poursuit. Après la surtaxe américaine monumentale de 145% qui vise les produits chinois importés, la Chine réplique. Pékin a annoncé ce vendredi porter ses droits de douane supplémentaires sur les produits américains à 125%, une nouvelle étape dans la surenchère de tarifs douaniers entre les deux premières puissances mondiales. « L'imposition par les États-Unis de droits de douane anormale-

ment élevés à la Chine constitue une violation grave des règles du commerce international » et représente une pratique « unilatérale d'intimidation et de coercition », a affirmé la Commission des droits de douane du Conseil des affaires d'État, dans un communiqué publié par le Ministère des finances. « Les droits de douane exorbitants » des États-Unis contre la Chine « ne sont plus qu'un jeu de chiffres dénué de sens économique » et « sont devenus une farce », a fustigé le ministère chinois du Commerce, qui a annoncé le lancement d'une procédure auprès de l'OMC contre les nouvelles surtaxes américaines. La Chine a par ailleurs affirmé ven-

dredi qu'elle « ignorera » désormais toute nouvelle hausse des droits de douane par les États-Unis. « Comme à ce niveau de tarifs, les produits américains exportés vers la Chine n'ont plus aucune possibilité d'être acceptés sur le marché », si Washington continue d'augmenter ses droits de douane, « la Chine l'ignorera », a déclaré la Commission des droits de douane du gouvernement.

« Fortes turbulences à l'économie mondiale »

Les surtaxes annoncées par Washington ont causé « de graves chocs et de fortes turbulences à l'économie mondiale, aux marchés mondiaux et aux systèmes commerciaux multilatéraux », a aussi déclaré un porte-parole du ministère chinois du Commerce, ajoutant que les États-Unis doivent « en assumer l'entière responsabilité ». Selon Pékin, la pause de 90 jours décidée par Donald Trump dans l'application des taxes douanières aux autres pays, excepté la Chine, est en partie due à la pression exercée par la Chine. Un porte-parole du ministère chinois du Commerce a ainsi déclaré : « Sous la pression de la Chine et d'autres parties, les États-Unis ont temporairement suspendu l'imposition de droits de douane réciproques élevés à certains partenaires commerciaux ».

POUR "DONNER UNE CHANCE AUX NÉGOCIATIONS" L'UE suspend ses mesures de rétorsion tarifaires à l'encontre des États-Unis

L'Union européenne a mis en pause ses contre-tarifs contre les États-Unis afin de poursuivre les discussions avec l'administration de Donald Trump sur la manière de résoudre ce qui, il y a quelques heures encore, s'annonçait comme une guerre commerciale totale. Les contre-tarifs, imposés en réaction aux droits de douane imposés par M. Trump sur l'acier et l'aluminium, ont été approuvés mercredi par les États membres et visent près de 21 milliards d'euros de produits américains, tels que le soja, le cuivre et les motos. La première salve, d'une valeur de 3,9 milliards d'euros, devait entrer en vigueur le 15 avril. Mais ce ne sera plus le cas. "Nous voulons donner une chance aux négociations", a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, dans un bref communiqué. "Tout en finalisant l'adoption des contre-mesures de l'UE qui ont reçu un fort soutien de la part de nos États membres, nous les mettrons en attente pendant 90 jours", a-t-elle ajouté. "Si les négociations ne sont pas satisfaisantes, nos contre-mesures entrерont en vigueur". La décision de Mme Von der Leyen intervient quelques heures seulement après que M. Trump a annoncé que ses "droits de douane réciproques" seraient suspendus pendant 90 jours.

ROYAUME-UNI

Le PIB progresse de 0,5% en février, plus qu'attendu

Le produit intérieur brut (PIB) Du Royaume-Uni a progressé de 0,5% en février, davantage qu'attendu, selon les chiffres publiés vendredi par l'Office national des statistiques (ONS), rare bonne nouvelle économique pour le gouvernement travailliste en mal de croissance. L'Office national des statistiques (ONS) dit avoir constaté en février de la « croissance dans tous les principaux secteurs », dans son rapport statistique mensuel publié vendredi. Le consensus des analystes interrogés par l'agence Bloomberg tablait sur une hausse plus modeste de 0,1%. « Ces chiffres de croissance sont encourageants, mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers », a réagi dans un

communiqué le ministre britannique des Finances Rachel Reeves. « Le monde a changé, et nous en avons été témoins ces dernières semaines », a-t-elle ajouté, rappelant que le gouvernement britannique cherche à négocier un accord avec Washington pour tenter d'adoucir les droits de douane appliqués au Royaume-Uni.

Droits de douane

Londres s'est vu imposer la semaine dernière des droits de douane réciproques de 10%, le niveau le plus faible annoncé par Donald Trump, notamment en comparaison de l'Union européenne (20%), mais l'industrie automobile, ou encore l'acier et l'aluminium, sont visés par des

taxes spécifiques de 25%. Malgré la progression du PIB en février, ces nouvelles taxes « risquent de freiner les progrès » de l'économie dans les mois qui viennent, prévient Yael Selfin, analyste chez KPMG. « La situation mondiale est incroyablement volatile pour une économie (britannique) très fragile », abonde Marcus Brookes, chez Quilter Investors. « Le Royaume-Uni se trouve dans une position quelque peu précaire, pris entre les feux croisés de la politique économique en constante évolution des États-Unis. » Le gouvernement travailliste du premier ministre Keir Starmer a fait de la croissance sa priorité, mais celle-ci peine à décoller depuis son élection en juillet. L'or-

ganisme public de prévision budgétaire, l'OBR, a fortement dégradé fin mars son estimation de la croissance en 2025, à 1%, une baisse significative par rapport aux 2% anticipés précédemment. Faute de croissance et confrontée à des finances publiques qui se sont considérablement resserrées, Rachel Reeves a été contrainte d'annoncer fin mars des milliards de livres d'économies très controversées, ciblant notamment les aides sociales. L'ONS a aussi légèrement révisé à la hausse vendredi le chiffre de janvier : initialement estimé en léger recul (-0,1%) le PIB a finalement stagné lors du premier mois de l'année, précise l'institut statistique.

40 % des emplois dans le monde affectés par l'IA d'ici 10 ans

Selon un rapport de la commission des Nations Unies pour le commerce et le développement, 40 % des emplois dans le monde pourraient être impactés positivement ou négativement par l'intelligence artificielle d'ici dix ans. Le risque d'accentuer les inégalités entre les pays est mis en avant.

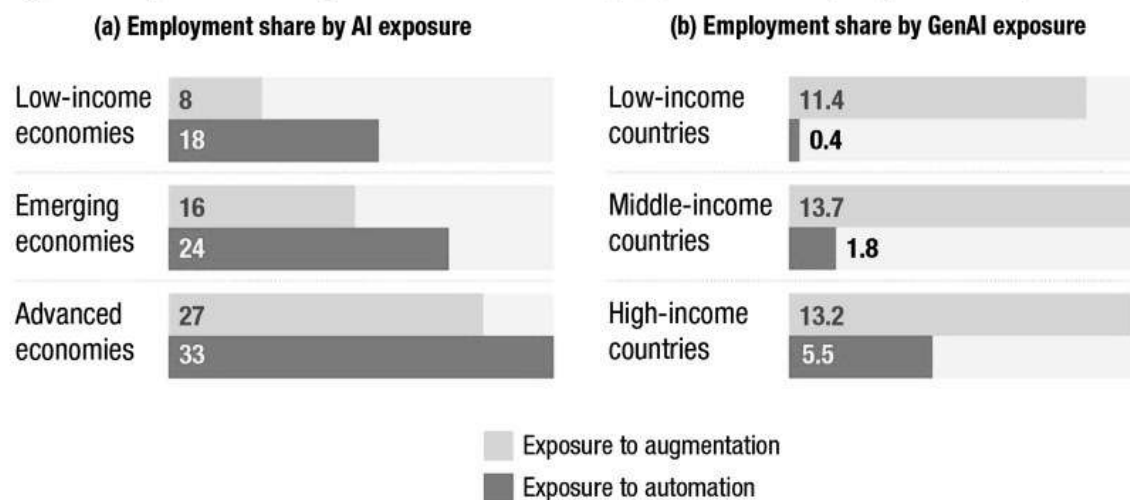
Si l'intelligence artificielle est appelée à transformer les emplois en créant des opportunités, elle peut aussi poser des risques d'aggravation des inégalités. C'est ce que pointe le dernier rapport sur la technologie et l'innovation de la CNUCED (commission des Nations Unies pour le commerce et le développement), organe de l'ONU. Selon l'organisme, l'IA pourrait impacter 40 % des emplois dans le monde, dans la prochaine décennie apportant des gains de productivité, mais suscitant également des inquiétudes quant aux risques de l'automatisation sur les suppressions d'emplois. Avec toutefois des différences selon le niveau de développement des pays, mais aussi selon les technologies d'IA utilisées. Ainsi, les emplois semblent peu exposés par l'utilisation de la GenAI que par l'IA au sens général comme le montre le graphique ci-dessous.

Un marché IA concentré en Chine et aux USA

Pour la Commission les avantages induits par l'automatisation favorisent souvent « le capital au détriment du travail. » Cela pourrait creuser les inégalités et réduire l'avantage concurrentiel de la main-d'œuvre à bas coût dans les économies en développement. Il est donc essentiel d'investir dans la requalification, le perfectionnement et l'adaptation de la main-d'œuvre pour garantir que l'IA améliore les opportunités d'emploi plutôt que de les supprimer. Dans le même rapport, la Commission estime que l'IA devrait atteindre une va-

leur marchande de 4 800 Md\$ d'ici 2033 devenant le moteur principal de la transformation numérique, devant l'Internet des objets ou la blockchain. En parallèle, elle alerte sur le fait que l'accès à l'infrastructure et à l'expertise en IA reste concentré dans quelques économies. Seules 100 entreprises, principalement aux États-Unis et en Chine, représentent 40 % des dépenses mondiales en R&D. « Les géants technologiques de premier plan, tels qu'Apple, Nvidia et Microsoft, affichent chacun une valeur marchande d'environ 3 000 Md\$, rivalisant avec le produit intérieur brut de l'ensemble du continent africain. La domination du marché, tant au niveau national qu'au niveau des entreprises, risque donc de creuser les fractures technologiques », pressent l'organisation.

Figure 2 - Jusqu'à 40 % des emplois mondiaux sont touchés, ce qui nécessite des politiques du travail proactives



Renforcer la coopération internationale autour de l'IA

Elle souligne en effet que 118 pays, principalement du Sud, sont absents des grands débats sur la gouvernance de l'IA, tandis que moins d'un tiers des pays en développement disposent de stratégies d'IA. « À mesure que la réglementation et les cadres éthiques de l'IA se précisent, les pays en développement doivent avoir leur mot à dire pour garantir que cette dernière serve le progrès mondial, et non les intérêts de quelques-uns », insiste la commission des Nations Unie. Selon elle, une coopération internationale renforcée peut créer un cadre mondial de l'IA qui privilégie l'équité, la transparence et le partage des bénéfices. Dans ce but, elle entend apporter son expertise pour aider les pays en développement à évaluer leurs atouts et à conce-

voir des politiques favorisant la résilience de leurs systèmes d'innovation. En conséquence, la CNUCED propose une feuille de route pour garantir que l'IA favorise une croissance inclusive plutôt que d'aggraver les fractures. Les principales recommandations politiques à l'intention de la communauté internationale sont notamment l'accès à une Infrastructure partagée « pour fournir un accès équitable à l'infrastructure de l'IA » ainsi que le développement de modèles IA en open source dans le but de démocratiser l'accès aux connaissances. Enfin, la Commission exhorte à des initiatives visant à partager les ressources en matière d'IA, en particulier la coopération Sud-Sud, afin de renforcer la capacité des pays en développement à tirer parti des avantages de cette technologie et à relever les défis communs.

Jusqu'à 2 800 départs volontaires chez STMicroelectronics

En difficulté, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs STMicroelectronics a présenté un plan de restructuration sur trois ans qui devrait entraîner la suppression de près de 3 000 postes sur la base du volontariat. L'entreprise compte également accélérer sur la fabrication de puces gravées en 200 et 300 nm. C'est confirmé. L'entreprise franco-italienne de semi-conducteurs STMicroelectronics a dévoilé un projet de de restructuration évoqué à l'automne 2024 dans un contexte de mauvais résultats fi-

nanciers. Dévoilé ce jeudi 10 avril, ce programme devrait entraîner jusqu'à 2 800 départs volontaires dans le monde, en plus des départs en retraite prévus sur un total de 50 000 salariés. Les suppressions de postes interviendront dans les trois ans, mais on ignore le type de postes et les zones géographiques concernés. Cette annonce intervient sur fond d'une crise de gouvernance avec les co-actionnaires italiens du groupe. Ce dernier est de plus confronté à une forte baisse de son chiffre d'affaires (-23 % en 2024) et à ne

chute de 63,4% de son résultat d'exploitation, passé de 4,6 Md\$ à 1,7 Md\$ en un an. L'objectif est de redresser la barre d'ici à 2027 avec un plan d'économies d'au moins 500M\$ par an. STMicroelectronics a donc détaillé un programme visant à remodeler l'empreinte de fabrication et à redimensionner la base de coûts mondiale. Les investissements prévus au cours des exercices 2025, 2026 et 2027 se concentreront sur l'infrastructure de fabrication de puces gravées en 200 et 300 nm et sur la R&D.

Vers une spécialisation des sites de production

Parallèlement, le groupe prévoit de poursuivre le financement dans la mise à niveau des technologies utilisées dans l'ensemble de ses opérations, en déployant davantage d'IA et d'automatisation pour accroître l'efficacité de ses processus de R&D, de fabrication, de fiabilité et de qualification. Chacun des sites actuels répartis entre la France (principalement en Isère), l'Italie, Malte et Singapour continueront à jouer un rôle à long

terme en se spécialisant et en augmentant leurs volumes de production. La fabrication avancée se concentrera davantage sur le contrôle des processus, l'automatisation et la conception, plutôt que sur les procédés traditionnels impliquant des tâches manuelles répétitives. Un dialogue et des négociations seront établis avec les représentants du personnel, conformément aux réglementations nationales en vigueur. Des mises à jour régulières seront fournies aux parties prenantes au fur et à mesure de l'avancement du programme.

● Désaccord Italie/France sur la direction de STMicroelectronics

Les co-actionnaires franco-italien du fabricant de puces ne sont plus sur la même longueur concernant son PDG Jean-Marc Chéry qui n'a désormais plus la confiance de Rome selon Le Figaro. La direction du groupe, qui traverse une grave crise avec notamment une baisse de 63 % de son bénéfice net en 2024, connaît des

turbulences et l'Italie a proposé de nommer deux candidats pour renouveler en partie le conseil de surveillance. Mais alors que la nomination de Simonetta Acri, ancienne cadre de l'agence italienne de crédit à l'exportation Sace, a été acceptée, ce n'est pas le cas de celle de Marcello Sala, actuel directeur général du département économique du ministère des Finances italien. La coulœuvre était-elle trop grosse à avaler pour la France ? Officiellement tout va bien côté français : dans une déclaration, le directeur général de Bpifrance Nicolas Dufourcq qui détient la participation

française de STMicroelectronics, a souligné que le rejet de la candidature de M. Sala était le fait d'administrateurs indépendants, qui partagent les huit postes du conseil de surveillance avec les représentants français et italiens.

● PTC rachète IncQuery Group

L'éditeur américain de solutions de gestion du cycle de vie des produits (PLM) et CAO a mis la

main sur IncQuery Group. Ce dernier est spécialisé dans les solutions de gestion des processus métiers (BPM) et propose également des services de consulting et de développement dans le domaine de la gestion du cycle de vie des applications (ALM) et en ingénierie des systèmes. Selon Neil Barua, président et CEO de PTC, ce rachat "apporte une expertise complémentaire pour accélérer l'intégration de notre portefeuille ALM et PLM et renforcer l'accompagnement offert à nos clients."

Et voilà le nouveau SUV électrique de Mazda



Après la berline 6e, Mazda dévoile cette fois son premier gros SUV électrique. Comme pour cette dernière, il repose sur un modèle chinois et viendra en Europe sous le nom CX-6e. Mazda vient de lancer sur notre marché la 6e, une berline électrique rivale des Volkswagen ID.7 et autres Hyundai Ioniq 5. Basée sur un modèle chinois (la berline Deepal L07 du groupe Changan), elle est disponible en France à partir de 42 900€ et coûte moins cher que ses concurrentes directes, même si elle doit se contenter à ce prix de batteries relativement petites. En Chine, Mazda profitera du salon de Shanghai 2025 pour dévoiler un autre nouveau modèle électrique : appelé là-bas EZ-60, l'engin se base sur la plateforme du Deepal S07 (mesurant 4,75 mètres de long) et sera renommé CX-6e.

Un design assez fort

Comme on peut le voir dans ces premières images, l'EZ-60 ne ressemble vraiment pas au Deepal S07 même s'il reprend tous ses principaux éléments techniques. Il ressemble d'ailleurs à une sorte de compacte sur-élevée, un peu à la façon du Hyundai Ioniq 5 ou du BYD Sealion 7. On ne connaît pas encore les caractéristiques techniques du véhicule qui sera officiellement présenté à la fin du mois sur le salon. Mais il devrait reprendre les batteries de 66,8 kWh et de 79,97 kWh du Deepal S07, également utilisées par la Mazda 6e. Avec une puissance de charge à 200 kW pour la petite batterie et de seulement 95 kW pour la grosse ! Alors que la Mazda 6e démarre sa commercialisation, le CX-6e devrait arriver avant la fin de l'année. Ses tarifs se calqueront probablement sur ceux du Tesla Model Y et des autres SUV familiaux.

CHINE

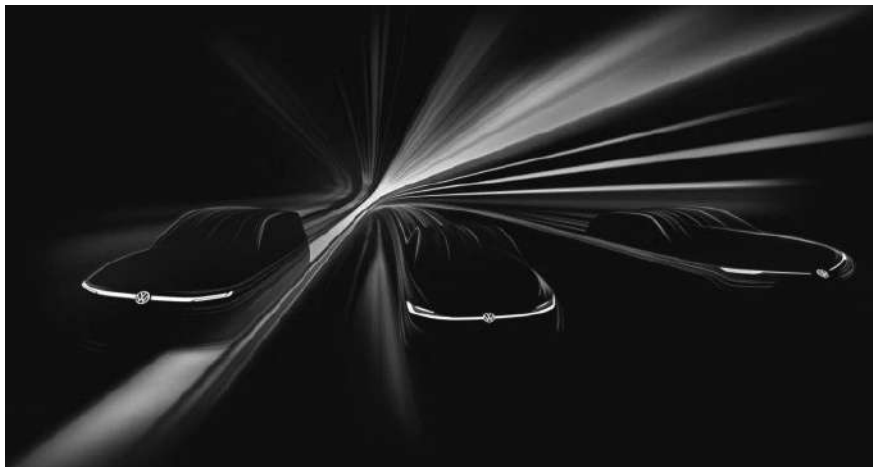
important revers pour les voitures allemandes

BMW, Volkswagen, Mercedes, Porsche : pas une seule marque allemande n'échappe à la déroute en Chine. Et la tendance se confirme au premier trimestre 2025. Heureusement pour les Allemands, le marché européen se porte encore bien. Mais suffira-t-il à compenser à plus long terme ?

En 2025, le bilan de Porsche avait été plutôt correct dans un contexte difficile, mais il apparaissait un gros point noir au tableau : la Chine. Le constructeur y a perdu gros en 2024, et 2025 ne devrait pas être signe d'amélioration. Lors d'une conversation téléphonique, un porte-parole du constructeur nous expliquait qu'il s'agissait plutôt d'une situation temporaire : le pays subit un ralentissement économique, et les foyers les plus aisés reportent simplement leur achat dans le temps. Mais est-ce bien la réalité ? Ou les Chinois n'ont-ils pas plutôt décidé de délaisser les voitures allemandes, longtemps reines dans le luxe là-bas, pour se tourner vers des produits nationaux de plus en plus aboutis, et surtout ultra technologiques. Et ça, ils en raffolent...

Volkswagen et BMW dans l'impasse en Chine ?

Aucun constructeur allemand n'a su échapper au marasme chinois qui entraîne les marques européennes vers le fond. Renault et Stellantis en ont déjà subi les conséquences, puisqu'ils ont plus ou moins tous disparu de Chine. Mais on pensait jusqu'alors le haut de gamme allemand à l'abri grâce à son image de marque et ses produits aboutis. Il n'en est rien. L'exemple le plus parlant est celui de BMW, qui a vu ses ventes à nouveau reculer au premier trimestre. Une légère baisse au niveau mondial, à 1,4% avec 586 000 unités, malgré une progression significative en Europe et aux États-



Unis. Alors, pourquoi une chute des livraisons ? La Chine, bien sûr, où BMW a connu une baisse des ventes de plus de 17% sur ce qui est aujourd'hui son premier marché mondial. Pas anodin. Même son de cloche chez Volkswagen, qui subit plusieurs vents contraires : droits de douane qui plombent le bénéfice net, et chute des ventes en Chine. La marque progresse partout en ce début d'année 2025, sauf dans l'Empire du Milieu, où ses immatriculations chutent de 7,1%. "Ce recul s'explique par la forte concurrence en Chine", commente le constructeur de Wolfsburg. La fameuse concurrence, les Allemands commencent à la subir de plein fouet. Pour tenter de réagir, Volkswagen a d'ores et déjà annoncé trois nouveaux modèles spécifiques pour la Chine, qui seront dévoilés dans quelques jours au Salon de Shanghai (voir visuel d'illustration) : une berline électrique, un SUV électrique urbain à

prolongateur d'autonomie et un SUV électrique.

Mercedes a fait son choix

Préférant se concentrer sur des gammes rentables, Mercedes a fait le choix de délaisser quelque peu "l'access". La nouvelle CLA viendra renforcer la gamme A, qui va toutefois perdre d'autres modèles, comme la Classe A. Et cela s'en ressent sur le bilan : la catégorie "Entry" est celle qui dégringole le plus (-9%), quand le haut de gamme Top End ne perd que 2% de ventes. Au global, les ventes de Mercedes ont baissé de 7% au niveau mondial au premier trimestre 2025, avec une chute de 10% des électriques. Le choix de délaisser les compactes lui a porté préjudice : il perd 7% en Europe et surtout 10% en Allemagne. La Chine n'a pas été facile non plus, puisque la marque à l'étoile y affiche un bilan négatif à -10%. Seuls les États-Unis sont en légère progression.

Données personnelles et IA : les voitures autonomes de Google vous espionnent-elle ?

Un changement discret dans les conditions d'utilisation de Waymo laisse entrevoir la possibilité pour la filiale de Google d'utiliser les images de ses passagers pour entraîner des modèles d'intelligence artificielle. Une perspective qui soulève des questions éthiques et juridiques. Waymo, la branche de mobilité autonome d'Alphabet (maison mère de Google), est au cœur d'une controverse naissante. En cause : l'éventuelle utilisation des données captées par les caméras intérieures de ses robotaxis à des fins d'entraînement de modèles d'intelligence artificielle générative, voire de publicité ciblée. L'information provient de la chercheuse Jane Manchun Wong, qui a découvert une version non publiée de la politique de confidentialité de l'application Waymo.

Waymo, l'IA et les données biométriques : un cocktail sensible

Selon Jane Manchun Wong, la nouvelle version de la politique de confidentialité de Waymo mentionne que les données recueillies dans l'habitacle, y compris les vidéos liées à l'identité des passagers, pourraient servir à entraîner des modèles d'IA générative. Si cette fonctionnalité n'est pas encore activée, elle figure dans une version non publiée de la politique de confidentialité repérée dans l'application mobile de Waymo. Le texte indique : « Waymo peut partager des données pour améliorer et analyser ses fonctionnalités, et pour adapter les produits, services, publicités et offres à vos centres d'intérêt. Vous pouvez refuser le partage de vos informations avec des tiers, sauf si cela est nécessaire au fonctionnement du service. » Une autre ligne stipule : « Refusez que Waymo, ou ses filiales, utilise vos informations personnelles (y compris les données des caméras intérieures associées à votre identité) pour entraîner une IA générative. »

Face aux interrogations croissantes, Waymo a publié plusieurs déclarations officielles. Julia Iliina, porte-parole de l'entreprise, affirme que les données collectées servent avant tout à améliorer la sécurité, vérifier la propreté des véhicules, localiser des objets perdus, gérer les situations d'urgence et faire respecter les règles à bord. Waymo précise par ailleurs que ses systèmes d'apprentissage automatique ne sont pas conçus pour identifier les individus, et qu'il n'est pas prévu d'utiliser ces données à des fins publicitaires. Cependant, le brouillage entre intentions techniques et commerciales soulève des inquiétudes. Car même si Waymo promet une fonction "d'opt-out" (c'est à dire la possibilité de refuser), la transparence reste insuffisante : la société n'a pas encore précisé si les utilisateurs seraient notifiés explicitement ou s'ils devraient chercher eux-mêmes dans l'application pour désactiver cette collecte.

Waymo et Google s'immiscent dans la vie privée ?

En fait, l'enjeu va bien au-delà de la simple collecte de données. Concrètement, si ces vidéos internes sont associées à l'identité des passagers, cela ouvre la porte à des analyses comportementales automatisées. Cela pourrait inclure par exemple la reconnaissance d'émotions ou de réactions face aux trajets, l'identification de conversations privées ou encore la déduction de préférences commerciales ou personnelles, utilisées à des fins publicitaires ultérieures. Même si Waymo affirme ne pas avoir l'intention de faire de la publicité ciblée à partir de ces données, la formulation de cette nouvelle version de sa politique de confidentialité laisse planer le doute. D'autant que d'autres entreprises du groupe Alphabet (Google, DeepMind...) pourraient techniquement bénéficier de ces jeux de données...

Et ce n'est pas tout. Cette orientation "potentielle" vers la collecte de données n'est pas anodine : elle intervient dans un contexte où Waymo, bien que leader des robotaxis aux États-Unis avec plus de 200 000 trajets payants hebdomadaires, n'est toujours pas rentable. En 2024, les activités "Other Bets" d'Alphabet, dans lesquelles Waymo est incluse, ont enregistré une perte d'exploitation de 1,2 milliard de dollars. Alphabet a injecté 5 milliards de dollars supplémentaires dans Waymo, qui a aussi levé 5,6 milliards de la part d'investisseurs externes. L'entreprise doit financer l'expansion de sa flotte, l'achat de matériel spécialisé, l'entretien des véhicules et l'infrastructure de recharge. Dans ce contexte, l'exploitation commerciale des données récoltées à bord pourrait devenir un levier de rentabilité. D'où quelques inquiétudes naissantes.

Mots fléchés

Mesurer un diamètre d'un arme						Lisse		Monnaies roumaines		Argentier		Commune roumaine	
Exallée		Adapté		Trompé		Ensemble des nuages		Tentative				Prénom de Connery	
										Remplace le RMI			
										Discrédité			
Embarcation primitive		Une république arabe (initiales)		Mijotées									
							Sonnantes		Élimai				
									Pareil				
Café				Petit équidé	Gare								Froissé
Bestial					Noué								
						Exprime la douleur				Chants		Voie bordée de maisons	
Bel oiseau		Archives télévisuelles				Points cardinaux opposés		Un fleuve sauvage					
		Repous-santes											
			Les trois quarts de la surface terrestre						Chiffre				
									Mentor				
Boisson chaude	Ventilas		Raz rare					Adminis-trée					
			Lentille bâtarde										
				Pétillant italien	Commune picarde	Tout le monde					Juste	Inspiratrice	Récipients
Vagabon-dage								Inter-ruption		Célèbre dépêche			
Un média													
						Cruel							
						Condé							
Le symbole de l'or			Ancêtre de la radio-diffusion				Ile de France continent pas un pont			Grand pays			
Assiéger			Prénom d'un gentleman cambrioleur				Pensées						
									Poisson marin				
Action au football	Erbium			Canard nordique						Soleil divin		Coiffures papales	
	Maîtresse												
					Démonst-ratif				Rongeur				Ni chaud, ni froid
					Heure anglaise				Qui fait acte de bravoure				
Pascal		Roi d'Israël				Greffe		Vêtement					
		Préfecture du Gard						Poste où l'on prend des décisions		Conte court			
		Alome								Marchera			
Véto russe					Étain		Requête						
Travaux forcés													
			Orient				Instrument de musique				Commune suédoise		
Grande école				Entrée asiatique				Ecope					

Le Brent se stabilise à 63,25 dollars

Les cours du pétrole sont presque stables vendredi, le marché cherchant un nouvel équilibre après une semaine agitée par les droits de douane de la Maison Blanche. Ce vendredi matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, perdait à peine 0,13% à 63,25 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, reculait tout juste de 0,07% à 60,03 dollars. "Les récentes actions de Trump ont créé une grande nervosité", estiment des analystes. Le marché craint une baisse de la demande notable alors que la Chine et les Etats-Unis, qui s'appliquent désormais mutuellement d'énormes surtaxes à l'importation, sont les deux premiers consommateurs de brut au monde.



TRANSPORT

Le ministre Sayoud visite le port de Salalah au Sultanat d’Oman

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a visité, jeudi, le port de Salalah, au deuxième jour de la visite de travail qu'il effectue au Sultanat d'Oman, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, effectuée en compagnie du sous-secrétaire du ministère omanais des Transports, Khamis bin Mohammed Al-Shamakhi, M. Sayoud a pris connaissance des avantages concurrentiels, des services logistiques, des installations et des opportunités d'investissement qu'offre le port de Salalah, situé dans le Gouvernorat de Dhofar, dans le sud du Sultanat, précise le communiqué. Pour rappel, M. Sayoud avait entamé, mercredi, à la tête d'une importante délégation ministérielle, une visite de travail au Sultanat d'Oman, pour examiner les moyens de renforcer la coopération et le partenariat dans le domaine des transports, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune.

TRAVAUX PUBLICS

Lancement d’une étude pour les projets de dédoublement des voies au niveau national

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhrroukh a annoncé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le lancement d'une étude nationale visant à identifier les besoins du secteur en matière de dédoublement des voies au niveau national. Lors d'une plénière consacrée aux questions orales, présidée par M. Ahcene Hani, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, ainsi que de membres du gouvernement, M. Rekhrroukh a précisé que cette étude, fondée sur des critères techniques précis, permettra d'établir une liste de projets de dédoublement des voies à l'échelle nationale, classés par ordre de priorité. Cette étude, ajoute-t-il, prendra en compte l'importance du dédoublement des routes nationales en matière socioéconomique et de sécurité routière. En attendant la réalisation de cette étude, le secteur a programmé plusieurs projets dans différentes wilayas du pays dont la wilaya de Tébessa qui a bénéficié du dédoublement de tronçons de la RN10 et la RN16 sur 68 km, outre le projet de modernisation de la RN88, dont le taux d'avancement est de 80 %, la réception étant prévue à la fin du deuxième trimestre de 2025.

FINANCES

Annonce de la Banque populaire de Chine

La Banque populaire de Chine a annoncé que le système de règlement transfrontalier en RMB numérique (renminbi, yuan chinois) serait entièrement connecté aux dix pays de l'ASEAN et aux six pays du Moyen-Orient. Cela signifie que 38 % du volume des échanges mondiaux contournera le système SWIFT, dominé par le dollar américain, et entrera directement dans l'ère du RMB numérique. Ce jeu financier, que The Economist a qualifié de « Bataille des avant-postes du système de Bretton Woods 2.0 », réécrit les codes fondamentaux de l'économie mondiale grâce à la technologie blockchain. Alors que le système SWIFT peine encore à gérer les retards de 3 à 5 jours des paiements transfrontaliers, le pont de monnaie numérique développé par la Chine a réduit la vitesse de compensation à 7 secondes. Lors du premier test entre Hong Kong et Abou Dhabi, une entreprise a payé un fournisseur du Moyen-Orient en RMB numérique. Les fonds ne transitaient plus par six banques intermédiaires, mais étaient reçus en temps réel via un registre distribué, et les frais de traitement ont diminué de 98 %. Cette capacité de « paiement éclair » donne immédiatement l'impression que le système de compensation traditionnel, dominé par le dollar américain, est maladroit. Ce qui effraie encore plus l'Occident, c'est la faille technique de la monnaie numérique chinoise. La technologie blockchain utilisée par le RMB numérique assure non seulement la traçabi-

lité des transactions, mais applique également automatiquement les règles de lutte contre le blanchiment d'argent. Dans le cadre du projet sino-indonésien « Deux pays, deux parcs », Industrial Bank a utilisé le RMB numérique pour effectuer le premier paiement transfrontalier, qui n'a pris que 8 secondes entre la confirmation de l'ordre et l'arrivée des fonds, soit 100 fois plus efficacement que les méthodes traditionnelles. Cet avantage technique a permis à 23 banques centrales du monde entier de participer activement au test de passerelle de la monnaie numérique, parmi lesquelles les négociants en énergie du Moyen-Orient ont réduit leurs coûts de règlement de 75 %. L'impact profond de cette révolution technologique réside dans la reconstruction de la souveraineté financière. Lorsque les États-Unis ont tenté de sanctionner l'Iran avec SWIFT, la Chine avait déjà mis en place un circuit fermé de paiements en RMB en Asie du Sud-Est. Les données montrent que le volume des règlements transfrontaliers en RMB des pays de l'ASEAN a dépassé 5 800 milliards de yuans en 2024, soit une augmentation de 120 % par rapport à 2021. Six pays, dont la Malaisie et Singapour, ont inclus le RMB dans leurs réserves de change, et la Thaïlande a réalisé le premier règlement pétrolier en RMB numérique. Cette vague de « dédollarisation » a fait s'exclamer la Banque des règlements internationaux : « La Chine définit les règles du jeu à l'ère de la monnaie numérique. » Mais ce qui a vé-

ritablement choqué le monde, c'est la stratégie chinoise. Le RMB numérique n'est pas seulement un outil de paiement, mais aussi un vecteur technique de la stratégie « Ceinture et Route ». Dans des projets tels que le chemin de fer Chine-Laos et le train à grande vitesse Jakarta-Bandung, le RMB numérique est étroitement intégré à la navigation Beidou et à la communication quantique pour construire une « Route de la soie numérique ». Alors que les constructeurs automobiles européens utilisent le RMB numérique pour régler le fret sur la route arctique, la Chine utilise la technologie blockchain pour accroître l'efficacité commerciale de 400 %. Cette stratégie virtuelle-réelle fait peser pour la première fois sur l'hégémonie du dollar américain une menace systémique. Aujourd'hui, 87 % des pays du monde ont achevé l'adaptation au système du RMB numérique, et le volume des paiements transfrontaliers a dépassé 1 200 milliards de dollars américains. Alors que les États-Unis débattent encore de la menace que représente la monnaie numérique pour le dollar américain, la Chine a discrètement construit un réseau de paiement numérique couvrant 200 pays. Cette révolution financière silencieuse ne concerne pas seulement la souveraineté monétaire, mais détermine également qui peut contrôler le moteur de la future économie mondiale ! C'est une nouvelle majeure. Elle signifie une dédollarisation radicale. Elle peut complètement repenser le monde.

GUERRE COMMERCIALE USA-CHINE

Les échanges entre les deux pays pourraient être réduits de jusqu’à 80%

La guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine pourrait réduire "jusqu'à 80% le commerce de marchandises entre les deux premières économies du globe et effacer "près de 7%" du PIB mondial sur le long terme, a mis en garde mercredi la directrice générale de l'OMC. "Nos projections préliminaires suggèrent

que les échanges de marchandises entre ces deux économies (Etats-Unis et Chine Ndlr) pourraient diminuer de jusqu'à 80%" à cause des tensions commerciales, a déclaré Mme Ngozi Okonjo-Iweala dans un communiqué, ajoutant qu'une division de l'économie mondiale en deux blocs pourrait entraîner une réduction à long terme du PIB réel

mondial de près de 7%". "Cette approche de rendre coup pour coup entre les deux plus grandes économies mondiales, qui représentent ensemble environ 3% du commerce mondial, a des implications plus vastes qui pourraient gravement compromettre les perspectives économiques mondiales", souligne la directrice générale. L'OMC n'a

pas indiqué dans l'immédiat si cette déclaration de la directrice générale prenait déjà en compte l'annonce d'une volte-face spectaculaire du président américain sur ses tarifs douaniers, à l'exception de la Chine. La directrice générale met aussi en garde contre les conséquences bien au-delà des deux pays.

TRANSPORT MARITIME

Premier système mondial de tarification du carbone voté à l’OMI

Les Etats membres de l'Organisation maritime internationale (OMI), une agence de l'ONU, se sont prononcés vendredi à Londres en faveur d'un système mondial de tarification du carbone, jugé toutefois pas assez ambitieux par les pays insulaires du Pacifique. A partir de 2028, tous les navires devront soit utiliser un mélange de carburants à moindre intensité de carbone, soit payer pour l'excédent d'émissions. La mesure, qui devra être formellement adoptée en octobre par son assemblée, a été approuvée par un vote de la majorité des Etats pré-

sents, faute de consensus, a déclaré une porte-parole de l'OMI. L'argent collecté par ce système servira à "récompenser" les technologies ou carburants zéro ou quasi-zéro émission et à soutenir financièrement les pays en développement dans le cadre de la transition énergétique du transport maritime. Le but de ces mesures, que les membres de l'OMI se sont engagés à adopter avant la fin de l'année, est d'atteindre par paliers la neutralité carbone d'ici 2050: 40% de réduction en 2030 par rapport à 2008, puis 80% en 2040. Dans le détail, 63 pays ont voté

en faveur de cet accord, dont l'Union européenne, le Brésil, la Chine, l'Inde, le Japon, etc. Et 16 se sont prononcés contre, notamment des grands producteurs d'hydrocarbures, comme l'Arabie Saoudite, la Russie ou les Emirats Arabes Unis. Les pays insulaires du Pacifique, qui s'étaient auparavant exprimés sur leur volonté d'obtenir un prélèvement carbone universel du transport maritime, se sont abstenus, jugeant les mesures pas assez ambitieuses. Les Etats-Unis n'ont pas pris part au vote à l'Organisation maritime internationale. L'avancée est posi-

tive, mais la décision ne va pas assez loin, a commenté le Fonds mondial pour la nature (WWF) dans un communiqué. "Le transport maritime contribuant à hauteur de 3% aux émissions mondiales - soit plus que la plupart des pays pris individuellement - ce résultat pourrait avoir un impact significatif sur les émissions et créer un précédent pour d'autres secteurs." Mais "les objectifs et mesures de réduction des émissions à court et moyen terme convenus ne permettent pas de garantir" que les objectifs seront atteints, a déploré l'ONG.